

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1743
du 5 au 11 juin 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Nul n'a jamais écrit ou peint, sculpté, modelé, construit, inventé, que pour mieux sortir de l'enfer. » Artaud



Jusqu'où?

KALEM

M 02137 - 1743 - F: 2,00 €



Dernier discours du SCI Marcos page 8

Deux semaines après les élections européennes, la pilule a du mal à passer : le score du FN semble avoir assommé toute la classe politique française. 25 % des suffrages exprimés ça n'est pas rien et ça fait froid dans le dos. Évidemment chacun y va de ses explications ; à droite, on accuse le gouvernement socialiste d'avoir poussé les électeurs dans les bras de Marine (en oubliant que l'UMP a largement contribué à répandre les théories frontistes) ; à gauche, on regrette que les mesures gouvernementales ne soient pas mieux comprises par les masses populaires. Des deux côtés, on regrette le taux d'abstention élevé, en oubliant de préciser qu'une bonne partie de l'électorat lepéniste s'est lui aussi abstenu. Mais que nous proposait-on en définitive ? Consolider un pouvoir européen s'ajoutant à celui qui gère nationalement le capitalisme ; une bureaucratisation amplifiée des institutions étatiques ; la libre circulation des marchandises et des capitaux (et pas des hommes) ; l'instauration d'une austérité destinée à faire payer par les pauvres une crise provoquée par la finance... Qui donc peut s'étonner de ce taux d'abstention élevé ? Pas les anarchistes qui n'attendent rien du système parlementarisme bourgeois ; mais nous n'allons pas exulter non plus. Soyons réalistes, abstentionniste ne veut pas dire révolutionnaire, loin s'en faut. Et les idées nauséabondes du FN ont fait leur chemin dans une classe populaire désemparée face à un système qui les exploite chaque jour un peu plus.

Actualité

- Européennes et FN**, par Daniel, page 3
SNCF: trains trop larges, par S. Neumayer, page 4
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
L'oseille dans le bénitier, par Nepper, page 7

International

- Dernière déclaration du sous-commandant Marcos**, page 8
14-18 en Australie, par P. Sommermeyer, page 10
En Tunisie, la loi 52, par Wael, page 11
Décès de Concha Liano, par R. Pino, page 12
Coup d'État en Thaïlande, par F.L., page 13

Arguments

- Orwell**, par Alexis, page 15

Histoire

- À la mémoire d'Agustin Rueda**, par W. Rosell, page 18

À lire

- L'Espagne libertaire dans le Lot**, par T. Guilabert, page 20
Censure militaire et policière en 14-18, par P. Schindler, page 21

Le mouvement

- Décès de Philippe Le Corre**, par Julien, page 22

Illustrations

Aurelio, Kalem, Krokaga, Jhano, Yann

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdos, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdos, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdos, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Européennes et FN

Retour vers le futur

APRÈS LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES du 25 mai, c'est la gueule de bois. Après avoir pronostiqué le fort taux d'abstention et le triomphe du fascisme à la française, les observateurs dans les *mass médias* ont parlé jusqu'au bout de la nuit. Une nuit qui paraît sans fin pour nous, opposants irréductibles aux fascismes. Voyons les faits.

Le FN a remporté l'élection, si on s'en tient au nombre de députés élus et au pourcentage obtenu à partir du nombre de scrutins exprimés. L'abstention, massive, quoiqu'à un niveau quasi semblable aux élections européennes de 2009, a touché tous les partis, FN compris, qui a perdu plus d'un million de voix par rapport au premier tour de la présidentielle en 2012. La gauche gouvernementale subit une défaite de plus, le Front de gauche rétro-pédale à 6,23 % et le NPA et Lutte ouvrière cumulent 1,60 % à eux deux. Tous les partis rejetant l'Europe - avec des motivations différentes - devaient expliquer à leurs électeurs qu'ils devaient y élire des députés : pourquoi faire simple...

Pour faire court, on peut considérer que 100 % des abstentionnistes n'ont pas voté FN ; que celui-ci doit sa victoire en trompe l'œil à la perte de crédibilité des grands partis de gouvernement. Pourtant, on ne doit pas occulter que les partis censés drainer un vote anti-frontiste ont vu leurs électeurs boudier, alors que le parti d'extrême droite gardait une capacité de nuisance importante. Et que le caractère massif d'une grève des urnes exprime à la fois un rejet de la politique et du modèle européen. Enfin, l'électorat populaire et la jeunesse fournissent les plus gros contingents de votes FN ou d'abstentionnistes.

À partir de ces faits, les débats vont bon train - y compris à la Fédération anarchiste¹ - pour savoir comment analyser la situation. Cette analyse est importante puisqu'elle est censée apporter les outils et la méthode afin d'agir sur les raisons qui aident le FN à se développer. Le sujet est donc bien de savoir si le FN est en progression significative ou pas, et à partir de quels facteurs.

Qui a volé notre boussole ?

L'abondance des commentaires de tous ordres, l'irrationalité des réactions - comme des motivations du corps électoral, d'ailleurs, les partis pris partisans - comment ne pas l'être? -, la baisse d'intensité des radicalités sociales et politiques, la pollution des esprits par des conceptions servant la soupe aux nationalistes - y compris dans la gauche syndicale ou poli-

tique -, brouillent l'interprétation du contexte actuel. Quand on perd son chemin, il faut reprendre sa boussole, et faire un point d'étape.

Sur les batailles à mener sur le terrain des idées, notre philosophie politique nous permet de lutter contre les diverses formes de dominations en recrudescence. Nous sommes et restons de fermes adversaires des idées et des pratiques valorisant des systèmes politiques qui nous emprisonnent et nous divisent. Nous nous opposons toujours à ceux qui exacerbent la compétition entre nous tous et toutes au prétexte que nous serions des nationaux, des étrangers, des femmes, des ruraux, des pauvres, Les luttes contre l'extrême droite et la porosité des idées nationalistes qu'on retrouve parfois dans des cercles surprenants² nous ordonnent de continuer à agir.

Pour le combat social, si nous ne devrions pas être impactés par l'antiparlementarisme ambiant, nous sommes sans doute touchés quand même par le rejet du politique. Si nous adoptons la théorie d'une montée du FN concomitante avec l'abandon par les gauches de gouvernement de la question sociale, centrale dans l'histoire et la pensée anarchistes, alors il nous faut accentuer nos efforts. Il nous faut faire l'effort de la pédagogie et de l'ouverture aux autres, en même temps que de l'explication. Par exemple, un concept

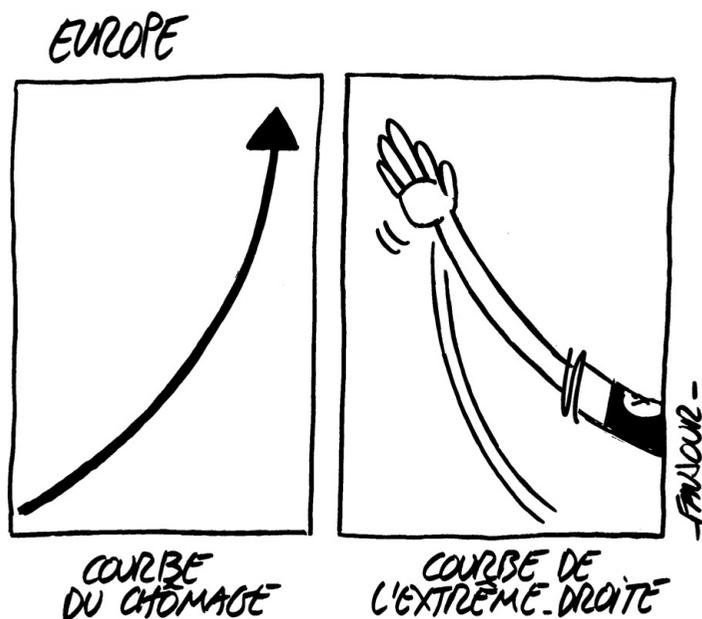
typiquement anarchiste comme «prendre ses affaires en main» est maintenant détourné dans le spectre politique, y compris avec une tonalité souverainiste ; cette proposition doit donc être reformulée de façon claire et pratique. Pierre Sommermeyer, un contributeur régulier du *Monde Libertaire*, m'écrivait : «Il n'y a pas d'autre politique économique possible, parce qu'il n'y pas d'autres possibles.» Voilà tout le problème bien posé. Saurons-nous proposer des idées et des projets aux valeurs et aux finalités libertaires, sans repousser aux calendes grecques le moment de les mettre en œuvre ? Comment nouer du lien et dresser des perspectives qui mettent en avant le cosmopolitisme, une économie sociale autogestionnaire non capitaliste, l'abolition du salariat ? La question sociale est au centre des enjeux vitaux actuels. Ne pas y répondre, même à notre modeste échelle, est suicidaire.

Daniel

Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste

1. Sur le net : <http://groupermartiquesfederationanarchiste.noblogs.org/post/2014/05/29/construire-a-larriere-des-fronts/https://libelalettredorion.blogs.liberation.fr/mon-blog/2014/05/nous-sommes-myope-face-%C3%A0-la-victoire-du-fn.html>

2. Référence au sondage paru dans *L'Humanité* du 28 mai faisant état de votes importants pour le FN dans les syndicats.

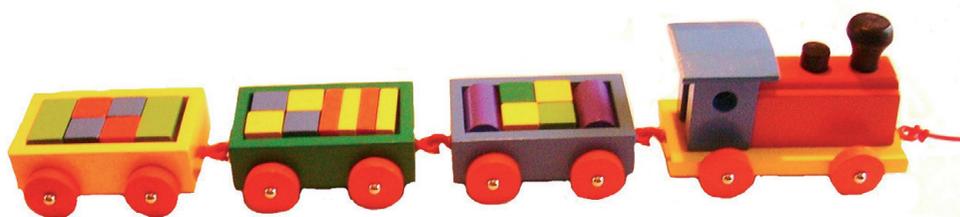


Quand le vent des **trains** siffle dans la rue du quai

décryptage d'un buzz médiatique

Sitta Neumayer

*Groupe libertaire Louise-Michel
et militant SUD Rail*



Un peu de technique

Le réseau ferroviaire est un système! Plus complexe qu'on ne l'imagine, et dont personne n'a une vision complète. C'est une vision nécessairement collective entre ceux de la voie, de la signalisation, du matériel, etc.

Le système ferroviaire s'est construit dans des compromis constants entre les infrastructures et les mobiles, aux cycles différents. Un matériel ferroviaire est exploité sur 30 ou 40 ans, avec des opérations de rénovation lourde (moment clé pour des sauts de performances) au bout de 15 ans. Les voies ont des cycles de régénération lourde plutôt de 20 ans. Quant aux gares, elles étaient construites pour cent ans au moins et les rénovations lourdes (de quais par exemple) sont plutôt à 25 ou 35 ans. Le temps de diffusion d'un standard se fait donc sur des échelles de 30 ans pour les mobiles, 50 ans pour des installations fixes. Les sauts techniques sensibles nécessitent de toucher à tout en même temps. La grande vitesse sur rail, par exemple, est autant due au matériel (capacité des moteurs, faible charge à l'essieu...) qu'à l'infrastructure (armement d'une LGV sensiblement plus lourd qu'une voie classique, niveau de maintenance accru...), qu'aux interfaces (capacité du couple pantographe/caténaire à rester en contact à 300 km/h malgré les effets d'onde ou de frottement).

Le système ferroviaire a élaboré des normes, pour permettre l'effet réseau, notamment international. Ce fut un des rôles de l'UIC (Union internationale des chemins de fer) que de créer des minima garantissant un champ d'interopérabilité. Pour le gabarit des trains, la fameuse fiche UIC 505-1 fixe un

minimum européen. Mais les réseaux français et italien sont les plus aux limites de ce gabarit, quand les réseaux nordiques ont plus de marge. Le réseau britannique est plus étroit (mais les enjeux d'interconnexion avec les réseaux du continent sont longtemps restés limités).

Le système ferroviaire est fait aussi de «techno-diversité» au sens où l'exploitation d'un train de fret n'induit pas les mêmes contraintes qu'un autorail, qu'un train spécial utilisé pour la réalisation de travaux ou qu'un TGV. Tout ça doit pourtant rouler sur les mêmes voies. Il n'y a donc pas une capacité intrinsèque du véhicule à une utilisation ferroviaire, mais des conditions (gabarit, rayon de courbures, vitesse de circulation, etc.) qui permettent à tel engin d'emprunter telle voie pour tel usage.

Le système ferroviaire est vivant, car entre chaque pas de rénovation lourde la maintenance régulière amène tous les éléments du système à des ajustements, certes minimes et chacun à l'intérieur de ses marges de tolérances, mais qui, s'ils font évoluer chaque élément dans un même sens, peuvent amener le système dans son entier près de ses limites théoriques. La connaissance physique réelle d'un réseau comporte une marge d'incertitude, fût-elle de quelques centimètres. On citera l'exemple du train des liaisons Eurostar, dont la première rame construite a été envoyée sur le réseau anglais bardée de polystyrène aux endroits saillants du gabarit du train, pour vérifier concrètement, au-delà de tout calcul, là où ça risquait de frotter.

Enfin, le gabarit est affaire de dynamique. A 10 km/h avec une voie correctement entre-

tenue (garantissant un plan de roulement sans anomalies), les trains occupent le gabarit de leurs cotes extérieures. A 160 km/h et/ou sur des voies dégradées, les effets de balancement font qu'un train a besoin de marges supplémentaires au-delà de ses strictes cotes extérieures. Pour exemple la gare de Bordeaux St-Jean, et les travaux pharaoniques pour repenser complètement le plateau de voies au nord (qui, avec deux voies seulement, constituait un goulet d'étranglement pour le trafic actuel, et devenait rédhibitoire en ajoutant le trafic de la LGV Tours-Bordeaux). Pour garantir, dans la nouvelle configuration, une entrée en gare des trains à 60 km/h, il a fallu rescinder de 20 cm la pile d'un pont-route traversant les voies, objet de travaux lourds et chers. Les trains passaient très bien avant, mais à 30 km/h. C'est donc ici l'exigence d'exploitation de fluidifier l'entrée nord de Bordeaux qui a induit cette disposition nouvelle des infrastructures.

Quant aux nouveaux TER, prévus pour le trafic régional des 30 prochaines années (ne pas oublier la dimension de temps d'un réseau ferroviaire), elles doivent assurer un saut de performances en termes d'aménagement et d'accessibilité. Il y aurait beaucoup à dire sur ces aménagements de la modernité: sièges plus larges aussi pour intégrer l'obésité croissante (or il y a un lien statistique proportionnel entre l'obésité et la pauvreté), équipements d'(auto) contrôle social (caméras, écrans avec publicités lobotomisantes...). Mais l'accessibilité PMR (acronyme technocratique de «personne à mobilité réduite») est sans doute le moins contestable. Or il renvoie à l'interface quai-voiture, casse-tête à

l'échelle d'un réseau entier. C'est donc en toute connaissance de cause qu'on a autorisé les constructeurs à aller aux limites du gabarit UIC 505-1.

Les ingénieurs SNCF se doutaient bien que la contrepartie serait des aménagements à faire sur certaines infrastructures fixes et notamment des quais. Simplement, lorsque le marché est passé en 2009, on ne pouvait savoir où, dans quelles proportions, ni pour quels montants. C'est à partir de 2011 qu'on en a eu une idée plus précise, et l'on voit alors, à l'échelle du système ferroviaire, que c'est très marginal : 1 500 quais à raboter sur les 8 000 concernés par ces trains (15 %), pour 50 millions d'euros, à amortir sur 30 ans d'exploitation de ce nouveau standard de trains (voire plus si l'on considère que ce standard durera au-delà de cette série de matériel).

Beaucoup de politique

Depuis 1997, le système ferroviaire subit une première césure (dé) structurante avec la création de RFF, à qui ont été données la propriété des infrastructures, et la dette financière du système ferroviaire (la SNCF continuant à entretenir le réseau). Aucune considération d'efficacité technique du système, donc. Juste des critères financiers de dette publique (Accord de Maastricht de 1992), et une entité RFF composée au départ, soit d'aigris de la SNCF, soit de technocrates et d'ingénieurs originaires du monde routier, tous ayant à cœur d'en remonter à la SNCF «dinosauire». Ces antagonismes très forts se sont développés autant entre castes d'ingénieurs (la SNCF étant traditionnellement un fief des «X-Ponts»), que vis-à-vis du corps social des cheminots dont il fallait réduire les capacités de résistance.

Parallèlement, depuis 2004, les Régions sont les autorités organisatrices des transports régionaux, enjeu électoral fort car il touche toute la population. Se sont alors systématisés des conventionnements multiples Régions/SNCF/RFF, pour la définition des services et leurs financements (exploitation, nouveaux matériels, amélioration des infrastructures...). Or en matière de service public, les collectivités locales ont un modèle : la concession. Et des spécialistes de ce modèle : les ex-«marchands de flotte» Générale des Eaux et Lyonnaise des Eaux, devenus Vinci, Eiffage ou Bouygues. Pour les transports, ont émergé à côté les filiales privées de groupes publics (Kéolis pour la SNCF et Transdev pour la RATP). L'association de ces couples (édiles locaux + caciques du capitalisme français) unis par le financement des campagnes électorales (oups! ma langue a fourché!) ne cessent donc de pousser pour faire de chaque TER régional un mini-réseau autonome, qui pourrait être transféré à d'autres que la SNCF.

Maintenant, mettez-vous à la place des négociateurs des conventions de financement des nouveaux matériels TER. Même si on sait

qu'il y aura des aménagements nécessaires sur les infrastructures, il est difficile de rajouter 50, 75 ou 100 millions sans avoir encore rien de concret en face. D'autant que les financeurs ne raisonnent pas à 30 ans minimum (échelle de temps du système ferroviaire), mais à 6 ans maximum (mandature régionale). En outre, il s'agit là de conséquences pour RFF, de l'acquisition par la SNCF de matériels financés par les Régions. Le jeu des acteurs concourt donc à ce que cet «inconnu-certain» soit toujours renvoyé sur le petit copain et/ou à plus tard. Mais la consistance des travaux s'est précisée depuis 2011, les travaux ont commencé depuis 2013, et les Régions le savent parfaitement. Alors pourquoi ce buzz soudain et ciblé, le 21 mai 2014?

Énormément de médiatique

En organisant de toute pièce ce coup médiatique autour de l'énormité des «trains trop larges» (utilisant tous les ressorts du système, dont la figure de l'indépendance : *Le Canard enchaîné*), les Régions ont coincé les responsables RFF et SNCF. Hors de question en effet, pour ces derniers, de voler publiquement dans les plumes des patrons de Régions. Surtout que, pour parer l'attaque, il aurait fallu expliquer patiemment ce que vous venez de lire. Or l'espace médiatique *mainstream* ne le permet pas. Le patron de RFF n'a même pas essayé et a d'emblée promis que RFF financerait seul ces aménagements. Et voilà un premier enjeu gagné pour les Régions : grossir la «dette» de RFF, donc de l'État (oups! ma langue a encore fourché, car ce lien RFF/État est tabou pour les critères de l'Union européenne), et non pas celle des Régions, même si ce sont elles qui bénéficieront de l'exploitation des nouveaux TER.

Et puis il y a la réforme du système ferroviaire, au Parlement à la mi-juin. Il y aurait des *Monde libertaire* entiers à écrire sur la démystification de cette réforme. Retenez pour l'immédiat que, derrière le discours de réunification sous la bannière SNCF, il s'agit en réalité de trois entités juridiquement distinctes, et de la séparation définitive de l'infrastructure et des opérateurs de services ferroviaires. La réunification de certaines composantes de l'infrastructure se fait donc au prix de la séparation entre celle-ci et les mobiles, c'est-à-dire la négation d'un système, et en organisant encore plus les antagonismes entre les intérêts d'un gestionnaire d'infrastructure et ceux d'un opérateur de services ferroviaires. En outre, de 1 acteur original (SNCF), on est passé à 3 acteurs en 1997 (SNCF, RFF et EPSE), puis 4 (avec l'ARAF), puis demain 6 (SNCF, SNCF-Réseau, SNCF-Mobilité, EPSE, ARAF, Haut Comité des opérateurs ferroviaires). Bonjour la réunification du système ferroviaire!

Dans ce contexte, la présentation outrancière des «trains trop larges» parce que SNCF et RFF ne savaient pas se parler sert le martèlement médiatique pour cette nouvelle

réforme assurant prétendument la réunification. Sur ce terrain, les enjeux sont à la fois convergents et divergents. Ça permet à tous les potentats (le président de la SNCF à l'origine de cette réforme, celui de RFF qui va avoir son joujou complet, le gouvernement, les grands dépeceurs de services publics qui attendent d'en profiter, les parlementaires et les élus régionaux...) de pousser dans le sens de la réforme à grand renfort de petites phrases sur la rigueur de gestion des affaires publiques (dont l'affaire Coppé-UMP vient montrer combien ils sont eux-mêmes exemplaires). Mais à l'intérieur de la meute des loups, c'est aussi pour les Régions le moyen de monnayer leur financement majoritaire du système ferroviaire contre plus de pouvoirs (soutenues en cela par les groupes industriels et financiers avides de profits privés sur les fonds publics). Et voilà un deuxième enjeu au buzz! Plus complexe car faisant intervenir plus d'acteurs, mais bien réel.

Mais n'oublie-t-on pas un autre acteur? Le corps des cheminots, bien sûr, qui s'était constitué au fil des décennies sur cette conscience aiguë de l'interdépendance de tous les éléments du système ferroviaire, et qui subit depuis 30 ans, au cœur même de chaque poste de travail, la casse de tout ce qui unifiait et mutualisait. Qui voit l'inefficacité croissante d'un système éclaté, plus rigide, plus coûteux, moins sûr (cf. l'accident de Brétigny). Qui souffre d'un management qui disloque et détruit (c'est par dizaines que les suicides se comptent à la SNCF; mais pour ça c'est l'omerté médiatique). Alors, quand des cheminots veulent encore organiser la résistance, ce buzz énorme qui disqualifie l'ancien système et vante sa réforme permet de brouiller les discours et de disqualifier aussi ceux qui disent cette réforme-là est pire. Et voilà le troisième enjeu : disqualifier toute parole sociale, fût-elle appuyée sur la connaissance technique, concrète et psychologique du travail réel, dans un système avec ses caractéristiques propres.

Se réapproprier le débat

Concluons de tout cela qu'il nous faut nous réapproprier un minimum les enjeux techniques, économiques et sociaux de tout ce dans quoi nous sommes les uns et les autres. Athénées, universités populaires, *Monde libertaire*, Radio libertaire (et autres médias des organisations revendiquant l'utopie anarchiste) sont des enjeux cruciaux pour nous émanciper de la machine médiatique phagocytée par les puissants. Soyons les David de ces Goliath : si chaque lecteur de ce journal le fait lire à 20 000 autres personnes, nous touchons les raisons individuelles et la raison collective. À l'époque des «amis» et des «followers», ce devrait être du gâteau!

S. N.

Brèves de combat

Ça promet!

Après les 3 personnes assassinées au Musée juif de Bruxelles, deux jeunes juifs ont été agressés à Créteil, tandis qu'ils se rendaient à la synagogue. «On était en train de marcher dans la rue avec nos kippas. Deux hommes sont arrivés et nous ont frappés. Ils ont commencé par mon frère avec un poing américain, lui ont balaféré tout le visage et m'ont roué de coups.» Sans commentaires.

C'est reparti comme en 33!

Philippe Martel, le chef de cabinet de Marine La Peine, veut «écraser tous ces connards de journalistes institutionnels». Suit ensuite la liste des ouvrages à sortir des bibliothèques et à brûler sur les places publiques, etc. On connaît la chanson!

Fascistes partout, justice nulle part

L'audience du procès de Dieudonné s'est déroulée dans un climat surréaliste, selon un avocat présent dans la salle. Accueillis aux cris de «faussaires», «francs-maçons», «caçoulards», les membres de la commission de discipline ne s'en remettent pas. Insultes homophobes, menaces, intimidations physiques, ces derniers dénoncent des actes «odieux, inqualifiables».

Alerte

Plusieurs associations alertent sur la situation sanitaire «catastrophique» des migrants installés dans trois campements à Calais, où s'est développée

Météo syndicale



QUOI QU'ON EN PENSE en tant que syndicaliste, les élections ne font pas que détourner la colère du monde du travail vers des chemins sans issue. Moins que d'autres élections, les européennes influencent «malgré tout» les conditions de notre existence et il est important d'en examiner les conséquences. Il y a quelques dizaines d'années, dans *Solidarité ouvrière* (organe mensuel de l'Alliance syndicaliste) des camarades écrivaient que, si des ouvriers avaient encore l'illusion que voter avait un sens, au moins votaient-ils à gauche. Nous avons encore des illusions sur la capacité politique du monde du travail... Depuis, programmes et fronts de gauche divers, trahissant régulièrement les espérances, se sont succédé comme de bien entendu! Et dans ce début du XXI^e siècle on se retrouve comme dans les années 1930. L'abstention (près de 64 % chez les salariés) tempère la progression des idées de l'extrême droite dans les couches populaires; mais les chiffres sont là. Selon un sondage Ifop, 22 % d'adhérents de la CGT auraient voté FN, 17 % à la CFDT, 33 % à FO... Triste tableau où on pourra montrer, pèle-mêle, du doigt la politique antisociale du gouvernement PS et même repenser au temps du «produisons français» du PC d'il y a belle lurette.

Le 19 février dernier, un mercredi, place de Béthune à Lille s'était déroulée contre le chômage et la précarité une manifestation à l'appel de l'intersyndicale CGT-SUD-CNT-FSU.

Après les européennes de telles initiatives sont plus que nécessaires et pas seulement dans le nord de la France. Juste à l'est, en Moselle, à Hayange, un élu FN est ancien militant du NPA et la CGT. Comme il est écrit sur le site *ouvalacgt*: «Le combat contre l'extrême droite et tout ce qu'elle représente de soumission à l'exploitation, d'autoritarisme, de patriotisme économique et de chauvinisme, de régression sociale, doit être présent dans tous les combats de la CGT aujourd'hui, et les syndicalistes de classe doivent être au premier plan pour lui donner un caractère anticapitaliste et internationaliste.» Nous y rajouterons que cela ne doit pas se limiter à la CGT!

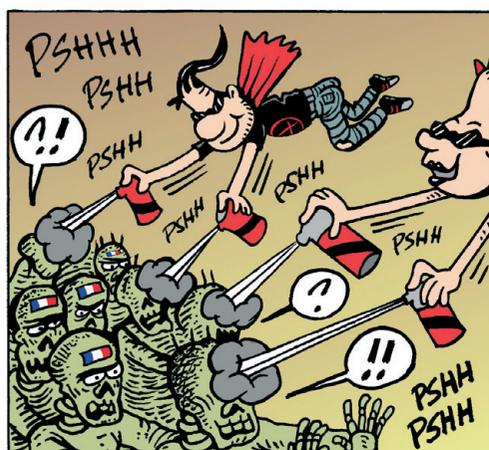
En ce début de semaine les retraités CGT, CFTC, FO, FSU, LSR, Solidaires, UNRPA, FGR manifestaient pour rappeler que «la retraite n'est pas un privilège ou une prestation sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la vie professionnelle et le nombre d'années cotisées». Cela ne semble pas être l'avis de Gattaz et compagnie! En prévision de récupérations politiciennes reprenons un slogan des manifestations étudiantes: «Nos rêves ne rentrent pas dans leurs urnes.»

Et ça vaut pour la Seita et les autres fronts de résistance!

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador Segui de la Fédération anarchiste

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOCH KROKAGA



une épidémie de gale, et qui doivent être expulsés.

No Border!

Plus de 1 000 migrants subsahariens ont tenté de franchir la frontière séparant le Maroc de Melilla, lors d'un des assauts les plus massifs depuis 2005 dans cette ville espagnole au statut autonome. Selon les autorités locales, quatre cents sont parvenus à entrer. Depuis le temps que nous voulons supprimer les frontières...

Rom un jour, Rom toujours

Pendant que le FHaine monte, la chasse socialo aux Roms reste ouverte: plusieurs camps de Roms ont été évacués dans les départements de l'Essonne, du Val-d'Oise et de Seine-Saint-Denis.

Harcèlement

Toutes les femmes, quelle que soit leur nationalité ou leur religion, doivent porter le voile dans l'espace public iranien. Un foulard ou un fichu sur la tête pour cacher les cheveux et un long manteau pour cacher le corps. Le non-respect de cette règle est puni de 74 coups de fouets et/ou d'une peine de prison de dix jours à deux mois. Cependant, les voiles des femmes sont toujours plus colorés et de plus en plus petits, le maquillage de plus en plus ostentatoire et les manteaux de plus en plus courts. Du côté des autorités, les moyens dédiés à la « lutte contre le phénomène des mal voilées » ont explosé.



L'oseille dans le bénitier



LE QUOTIDIEN RÉGIONAL Var-Matin, du mercredi 21 mai, nous en raconte une bonne!

Une grenouille de bénitier ayant cassé sa pipe a légué son patrimoine à l'Église catholique. Rien de plus normal en la matière, ça fait des siècles que celle-ci prospère ainsi. Mais la bigote avait une héritière, sa fille unique!

En mai 2011, Joséphine se voyait mourir et de réclamer un prêtre... que sa fille va s'empresser de trouver en contactant l'évêché (on finit toujours par tresser la corde pour se pendre). Le curé ne vint pas seul. Un responsable de l'évêché, salarié de l'Association diocésaine de Fréjus-Toulon, fit également de fréquentes visites à la mémé, âgée de 94 ans. Étonnement de la part de sa fille devant un tel empressement à visiter la prédisposée aux pompes funèbres: « Il m'a assurée qu'il n'était pas question d'argent. » Mon œil! En septembre 2011, Joséphine a complété un formulaire par lequel « elle acte sa volonté de léguer à l'association diocésaine la quotité disponible des biens qui composent sa succession »¹. Ce document est initialement dactylographié. Seules les mentions personnelles sont à remplir à la main. Devant notaire, censé homologuer un manuscrit, un tel document n'a aucune valeur juridique. Mais c'est une version entièrement recopiée à la main par Joséphine (l'en-tête compris) qui a été validée par un homme de loi. Et sa fille de se retrouver copropriétaire en indivision avec l'Église de deux appartements (d'une valeur de 370 000 euros) à Toulon et à La Garde, dont celui qu'elle occupe. Bien sûr, celle-ci conteste le « testament » de sa défunte mère.

En réponse, l'Association diocésaine de Fréjus-Toulon ne voit pas où est le problème. En effet, son budget est établi à partir des dons et legs de ses ouailles. Joséphine aurait donc rédigé son testament « pour les pauvres du diocèse » (les pauvres ont bon dos). Et de conclure, avec un certain culot: « Lorsqu'on déplace le débat sur la place publique pour manifester une sorte de pression, c'est que l'on a peu confiance dans son action judiciaire. »

Encore une captation d'héritage bien orchestrée au mépris des proches. Et dire que des gogos vont au-devant des curés pour mieux se faire dépouiller! Moralité de l'histoire à l'attention des bigots: si vous voulez conserver un toit sur la tête et ne pas finir parmi les « pauvres du diocèse », passez au large des édifices religieux (construits avec vos sous) et tenez-vous loin des « serviteurs du Christ » si bien intentionnés avec les ancêtres. Qui sont des proies faciles pour ceux pratiquant des abus de faiblesse. Ce que laisse entendre la fille de Joséphine, qui prétend que sa mère n'avait plus toutes ses facultés mentales. C'est bien connu: la pratique répétée de la religion peut nuire gravement à la santé.

Claude Nepper

1. Selon Var-Matin, la loi prévoit « une réserve héréditaire » qui revient automatiquement aux descendants, le reste constitue la « quotité disponible ».

Extraits du dernier communiqué du SCI Marcos



LE DIMANCHE 25 MAI, vers 2 heures du matin, plus de trois milles miliciens et insurgés zapatistes et environ mille adhérents de la Sexta ont écouté les dernières paroles publiques du sous-commandant insurgé Marcos, de l'Armée zapatiste de libération nationale. Sur l'estrade étaient présents les 6 commandantes et commandants du Comité clandestin révolutionnaire indigène, le sous-commandant insurgé Moisés et le sous-commandant Marcos. Voici quelques extraits de son discours :

« Cette guerre était et est la nôtre, comme celle de beaucoup de personne d'en bas ; une guerre pour l'humanité et contre le néolibéralisme. Contre la mort, nous demandons la vie, contre le silence nous exigeons la parole

et le respect, contre l'oubli, la mémoire et contre l'humiliation et le mépris, la dignité, Contre l'oppression, la rébellion. Contre l'esclavage, la liberté. Contre ce qui est imposé, la démocratie. Contre le crime, la justice. »

« La guerre que nous avons menée nous a donné le privilège d'arriver aux oreilles et aux cœurs attentifs et généreux et à des contrées proches ou lointaines, il a manqué ce qu'il a manqué, et il manque ce qu'il manque mais nous avons trouvé le regard de l'autre, son écoute et son cœur. »

« Nous devons reconstruire le chemin de la vie, qui était celui qu'ils avaient détruit et continuent de briser depuis en haut. Le chemin non seulement des peuples originaires mais aussi des travailleurs, étudiants, professeurs, jeunes, paysans. Nous devons tracer de notre sang le chemin que d'autres détournent vers le pouvoir, ou nous

devions renier ce que nous sommes, et ceux qui sont comme nous, c'est-à-dire les peuples originaires, gardiens de la terre et de la mémoire. »

« Notre dilemme n'était pas de choisir entre négocier et combattre, mais entre mourir ou vivre »

« Nous avons choisi de construire la vie, et cela, au milieu d'une guerre. Une guerre qui bien que silencieuse n'en était pas moins mortelle. »

« Peut-être que certains ont pensé que nous nous trompions en faisant ce choix, qu'une armée ne peut ni ne doit œuvrer pour la paix. »

« Nous avons su et nous savons qu'il y aura la mort pour qu'il y ait la vie, nous avons su et nous savons que pour vivre nous mourrons. »

« Au petit matin de la première journée du mois de janvier de l'année 1994, une armée de géants, c'est-à-dire d'indigènes rebelles, est descendue dans les villes, pour avec leur marche secouer le monde. À peine quelques jours plus tard, avec le sang de nos morts toujours frais dans les rues, nous nous sommes rendu compte que ceux de l'extérieur ne nous voyaient pas. »

« Habités à regarder de haut les indigènes, ils ne levaient pas leur regard pour nous regarder, habitués de nous voir humiliés, leur cœur ne comprenait pas notre digne rébellion. Leur regard était resté sur l'unique métisse qu'ils voyaient avec un passe-montagne, c'est-à-dire qu'ils ne nous regardaient pas. Nos chefs nous ont dit alors : "Ils ne voient que le petit que vous êtes, nous avons fait quelqu'un de tellement petit comme eux, que lui, ils le voient et que par lui ils nous voient !" C'est ainsi qu'a commencé une complexe manœuvre de diversion, un truc de magie terrible et merveilleux, un coup malicieux du cœur indigène que nous sommes, la sagesse indigène défiait la modernité dans l'un de ses bastions, les moyens de communication. C'est alors qu'a commencé la construction d'un personnage appelé Marcos. »

« Nous avons besoin de temps pour exister et pour trouver qui pourrait nous voir comme nous sommes. Nous avons besoin de temps pour trouver qui nous verrait non pas à partir d'en haut, non pas d'en bas, mais qu'on nous voit face à face, qu'on nous voit avec un regard de camarade. »

« Nous lançons une initiative puis une autre, en essayant de trouver le regard et l'écoute dont nous avons besoin et que nous méritons. Parfois, nous avons échoué. Ce fut ainsi jusqu'à la Sixième Déclaration de la forêt Lacandon, la plus audacieuse, la plus zapatiste des initiatives que nous ayons lancées jusqu'à maintenant. Enfin nous avons trouvé des personnes pour nous regarder en face, nous saluer, et nous enlacer ! »

« À l'intérieur l'avancée des peuples avait été impressionnante ; [...] nous nous sommes rendu compte qu'il y avait une génération qui pouvait nous voir de face, qui pouvait nous écouter et nous parler sans attendre un guide ou un leader, sans prétendre à la soumission ou au suivisme. Marcos, le personnage, n'était donc plus nécessaire. La nouvelle étape dans la lutte zapatiste était prête. »

« C'est notre conviction et notre pratique que pour lutter et se dévoiler les leaders ou chefs ne sont pas nécessaires, ni messie ni sauveurs, pour lutter il faut juste un peu d'amour-propre, un soupçon de dignité et beaucoup d'organisation, le reste, soit il sert au collectif, soit il ne sert pas. »

Le sous-commandant Marcos a ensuite énuméré une longue liste de morts, disparus et prisonniers politiques et sociaux du Mexique, d'Italie, de Grèce, de Palestine, de migrants, des États-Unis ou Mapuches. « L'injustice a tellement de noms et les cris qu'elle provoque sont si nombreux. Et n'oublions pas que quand quelqu'un murmure un autre crie. L'écoute doit trouver la route qui la rend fertile. Fini de baisser le regard, et haut les cœurs. »

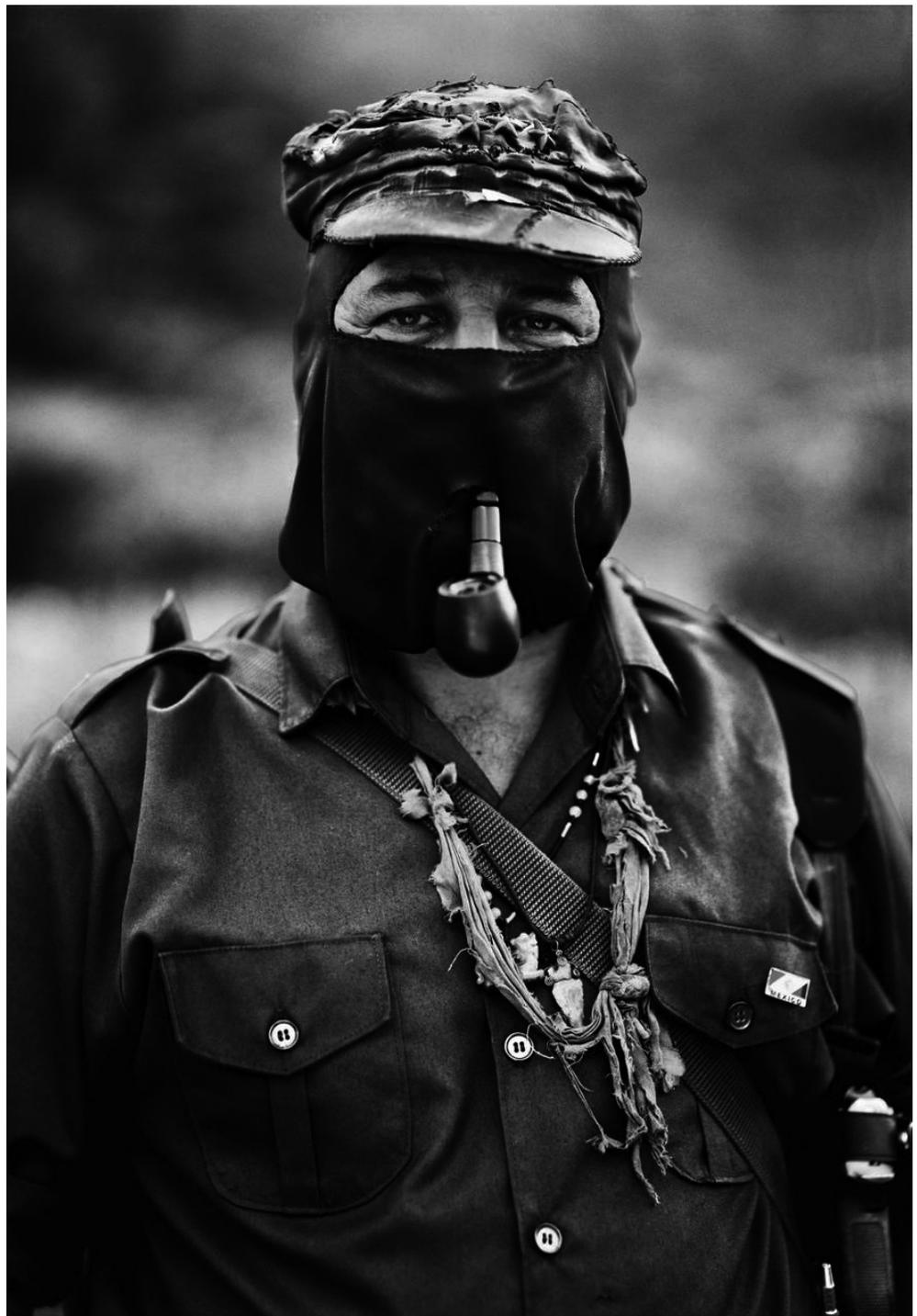
« Nous voulons la justice, par la recherche obstinée et constante de la vérité. »

« Nous pensons nécessaire que l'un d'entre nous meure pour que Galeano vive. Ainsi nous avons décidé que Marcos devait mourir aujourd'hui. Et dans ces pierres que vous avez laissées sur sa tombe vous apprendrez à ne

pas vous vendre, à ne pas vous rendre à ne pas faiblir. [...] je déclare qu'arrête d'exister le sous-commandant insurgé Marcos auto-nommé le sous-commandant d'Acier inoxydable »

À 2 h 10, l'ex sous-commandant insurgé Marcos est descendu pour toujours de l'estrade, les lumières se sont éteintes, et on a entendu une vague d'applaudissements des adhérentes et adhérents de la Sexta suivie par une vague encore plus grande d'applaudissements des miliciens et insurgés des deux sexes.

Extraits du dernier communiqué du SCI Marcos



14-18 en Australie



TOUT COMMENCE BIEN LOIN de ce continent des antipodes. La bataille qui met aux prises les forces australiennes et néo-zélandaises (ANZAC), appelées à la rescousse par la Grande-Bretagne, à l'armée turque alliée de l'Allemagne a débuté le 25 avril 1915. Sept mois plus tard, Australiens et Néo-Zélandais plient bagage laissant derrière eux plus de 100 000 morts, alliés et turcs. Parmi eux 8709 Australiens et 2721 Néo-zélandais. C'est ainsi que de l'avis général l'Australie est entrée dans le concert des nations!

ANZAC Day

Depuis cette défaite, l'Australie célèbre année après année, le 25 avril, ce souvenir. Dans chaque ville il y a un défilé. Ce sont de vraies fêtes populaires. Il n'y a pas de troupes militaires dans ces défilés, seulement des anciens combattants, leurs enfants, leurs petits-enfants, leurs familles et leurs médailles. Les clubs d'amateurs de voitures anciennes sont mobilisés. Ils vont chercher les anciens qui ne peuvent plus marcher longtemps et les amènent dans le défilé, jusqu'au monument aux morts. C'est l'occasion de voir de vieilles Rolls Royce, Cadillac et autres jeeps, l'une derrière l'autre, avec des mains à la portière saluant la foule. Les établissements scolaires sont présents à travers leurs orchestres. Je n'avais jamais vu autant de joueurs de cornemuse. Parmi les défilants nombre de jeunes gens, parfois très jeunes, arborent les médailles du grand-père disparu. Chaque corps d'armée est représenté par une banderole et quelques survivants. Viennent aussi ceux de la Seconde Guerre mondiale et de celles qui ont suivi dans cette partie du monde, Corée, Philippines, Vietnam et aussi les plus récentes comme l'Irak

et l'Afghanistan. On voit ainsi que les forces militaristes n'ont pas besoin d'une victoire pour célébrer leur puissance, chaque occasion est bonne.

Les biscuits de l'ANZAC Day

Depuis plus d'une dizaine d'années on trouve partout de ces biscuits fabriqués en mémoire de ceux que mangeaient les soldats australiens sur leur champ de bataille. Ils sont fabriqués à base de flocons d'avoine, sans aucun goût et durs sous la dent. La question que se pose le touriste est de savoir au profit de qui cette vente est faite. Pour célébrer et adoucir le retour des soldats de la guerre, des associations d'anciens combattants se formèrent dès les années vingt. Elles prirent pour identité le nom suivant Returned and Services League. Ces RSL quadrillent le pays, très en profondeur. Elles ont mis en place des bars pour les anciens, des maisons de retraite, etc. Au cours du temps, vers les années soixante-dix, ces bars se sont ouverts vers l'extérieur comme les autres centres d'accueil, rentabilité oblige. Le sigle ANZAC est devenu une marque protégée. En être propriétaire est synonyme de bonnes affaires. Il est question de jeux d'argent et de vente d'alcool. Quand on demande à l'Australien moyen s'il veut bien acheter un poppy, ce badge en forme de coquelicot qui rappelle le sang versé, il répond qu'il préfère le pokie, c'est-à-dire jouer à la machine à sous des RSL. Ce qui amène le président de la Fédération des RSL de la Nouvelle-Galles-du-Sud, M. Rowe, «à dénoncer le fait que les RSL locales sont plus intéressées à faire du fric avec leurs machines à sous et en vendant de l'alcool à bon marché qu'à servir les intérêts des anciens combattants».

Il faut dire que les anciens combattants

actuels, du Vietnam, Afghanistan, Irak, sont très mal vus dans la population australienne qui pense que, puisqu'ils étaient volontaires pour y aller, ils n'ont qu'à en supporter les conséquences. Pendant ce temps-là dans bien des RSL le fric coule à flots. Plus de 50 millions de dollars ont été générés par les jeux de hasard dans un de ces clubs au sud de Sydney. En 2011 les machines du Merrylands RSL ont fait un chiffre d'affaires de 23 millions de dollars. Rowe avance que moins de 5% des anciens combattants bénéficient de cette manne financière. Ce qui est évidemment contesté par les tenants de ces clubs. Pourtant on peut trouver d'autres chiffres en ligne avançant un revenu de 71 millions de dollars pour la seule année de 2012.

Revenons aux biscuits. C'est une compagnie privée de boulangerie qui a eu l'autorisation de faire ces biscuits. Elle reverse 4% de ses bénéfices aux RSL australiennes et néo-zélandaises. Depuis le début elle a fait 3 millions de dollars de profit. Ces RSL ont mis la main sur toutes les activités autour de la célébration de l'ANZAC Day. Même la minute de silence dépend d'eux!

Et la guerre?

Dans un pays avec une économie libérale comme l'Australie la guerre est devenue un business comme un autre, en France elle reste un événement sacré. Il suffit de lire les commentaires à propos d'une éventuelle prise en considération des fusillés pour l'exemple. Personne n'ose dire que la guerre de 14-18 était un crime contre l'humanité et qu'en conséquence il faut poursuivre ses auteurs.

Pierre Sommermeyer

En Tunisie, la loi 52 prépare les menottes

LES ARRESTATIONS SE SUCCÈDENT et les procès s'accumulent dans les tribunaux tunisiens visant une catégorie de jeunes suspecte ou accusée d'avoir consommé de la drogue «Zatla». Un consommateur occasionnel ou quelqu'un qui y est accro, dépendant, tous sont soumis en toute «justice» à la loi 52.

Celle-ci, promulguée le 18 mai 1992, stipule que «sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 1 000 à 3 000 dinars tout consommateur ou détenteur, à usage de consommation personnelle, de plantes ou matières stupéfiantes, hors les cas autorisés par la loi». Ainsi, bien que datant de l'ère de Ben Ali, la Loi 52 est retenue et appliquée sévèrement, sans procéder au cas par cas.

L'objectif poursuivi est donc d'étouffer les jeunes et de restreindre leur espace de libertés et donc d'action. Il est à noter que la drogue est disponible en Tunisie autant que la nourriture, et cela sous le regard de l'État. Cependant, les autorités chassent les occasions propices à leurs intérêts pour faire une campagne d'arrestations, qui vise depuis toujours et jusqu'à nos jours des activistes, des opposants au pouvoir en place, des défenseurs des droits et des militants contre le système policier, qui sont tous des jeunes gens de classe sociale moyenne ou inférieure.

Les policiers, en rage contre la vague de protestations qui ont eu lieu contre eux depuis 2011, paraissent user de cette loi pour régler leurs propres comptes avec les détenus, avec une vengeance intense. La loi 52 est le moyen le plus accessible et directement applicable pour emporter la victoire. Les actes d'extrême bassesse qu'ils exercent ont été appris à l'école de Ben Ali et les policiers y sont fidèles plus que tout. Cela ne leur fait rien, par exemple, de placer de la drogue dans les poches d'une personne, pas forcément coupable, et lui faire signer un procès-verbal où il confirme avoir transporté, vendu ou consommé telle quantité de drogues. La raison réelle du procès reste d'ordre politique pur mais elle n'est jamais mentionnée dans les procès-verbaux ni annoncée au public.

Tout comme avec la loi relative aux bonnes mœurs, disparue dans les casiers



mais réactivée à la moindre occasion, la loi 52 est aussi un dispositif auquel recourent les policiers et les autorités pour opprimer, pour faire taire les protestations et les luttes qui visent à dévoiler leurs exactions.

Il est également crucial de mettre l'accent sur le fait que les agents de police exercent leurs fonctions sans aucun contrôle et sans aucune surveillance. La police constitue la main la plus oppressante et la plus prégnante dans un État policier, un État de droits sacrifiés et de libertés opprimées. On se demande parfois si on est bien dans un pays en révolution, un pays qui rêve de la faire. On en arrive même à chercher si la notion d'État existe vraiment. Les policiers

reprennent les mêmes modes d'action et reprennent les mêmes pratiques cruelles de mépris de l'être humain, de non-respect des droits de l'Homme, de bassesse verbale et comportementale qui touche à la psychologie de la personne et à son intégrité physique.

L'affaire n'est pas de légaliser la drogue car elle est déjà disponible à tous les coins du pays et sous le contrôle des réseaux policiers, dont certains la consomment aussi. L'affaire est plutôt de réviser la loi 52 et d'arrêter de juger les jeunes à la base de cette loi.

Wael

Décès de **Concha Liaño**, cofondatrice de *Mujeres libres*



LA NOUVELLE NE NOUS EST PARVENUE qu'avec beaucoup de retard: le 19 avril dernier Concha Liaño s'est éteinte à l'âge de 97 ans. Membre et dernière survivante des fondatrices de Mujeres libres, elle résidait depuis 1948 à Caracas (Venezuela) après avoir transité par Paris et Bordeaux durant son exil. Elle était née en France, à Épinay-sur-Seine, mais avait été élevée à Barcelone, où elle adhéra à l'âge de quinze ans aux Jeunesses libertaires. Elle participa en 1935 à la création dans la capitale catalane du Groupement culturel féminin. Puis contribua avec d'autres (comme son amie Soledad Estorach) à introduire et à développer en Catalogne les idées de la revue madrilène *Mujeres libres*, avant la création en avril 1936 du mouvement du même nom. On peut écouter son témoignage sur la révolution espagnole dans le DVD/documentaire: *Vivre l'utopie*. Par ailleurs, le réalisateur Vicente Aranda, dans son film *Libertarias*, s'est inspiré de son histoire de manière explicite. Dans la première scène où l'on voit les «Femmes libres» venir fermer un bordel, une des actrices qui tient son rôle s'adresse aux prostituées en leur déclarant: «Je m'appelle Concha Liaño, j'appartiens à Mujeres libres et nous venons vous proposer un avenir meilleur...»

Lors d'une interview elle évoquait la naissance du mouvement *Mujeres libres* à Madrid, et à Barcelone où elle résidait avant la révolution espagnole, rappelant les rap-

ports parfois conflictuels qu'il pouvait y avoir avec les compagnons de sexe masculin: «Il est très douloureux de le reconnaître et de le dire, mais nos "libérés" compagnons anarchistes qui luttèrent pour l'émancipation du prolétariat, oublièrent dans leurs analyses que la femme espagnole, en tant qu'ouvrière, souffrait comme eux et même plus sous le joug du capitalisme: pour un même travail, elle était payée moins... Nos compagnons ne voulurent pas nous reconnaître comme branche féminine du mouvement libertaire. Cette attitude nous causa beaucoup d'étonnement et de peine. Nous autres *Mujeres libres*, amenions sur un plateau à notre mouvement, une organisation et ils nous rejetaient... Il faut quand même reconnaître qu'après de nombreuses demandes et quelques humiliations essuyées par Soledad Estorach les compagnons nous aidèrent beaucoup financièrement. Peu importe que ce fût avec cette attitude paternelle de celui qui supporte les caprices d'une adolescente. À notre demande, ils nous concédèrent les immeubles où fonctionnaient nos comités régionaux et locaux.»

Rappelons le point de vue très clair de Concha et de ses camarades de *Mujeres libres* à la création de leur groupement: «Nous ne combattons pas les hommes, nous ne prétendons pas remplacer la domination masculine par la domination féminine. Il est nécessaire de travailler et lutter ensemble, sinon nous n'aurons pas de révolution sociale. Mais nous avons besoin de notre propre organisation pour lutter pour nous-mêmes.»

Concha Liaño rappelait il y a peu qu'elles étaient bien sûr ces mêmes bases: «Nos aspirations: parité pour ce qui est des devoirs, des responsabi-

lités et des droits, sans prédominance de l'homme dans quelque domaine que ce soit. Que l'on reconnaisse et accepte la volonté de la femme, sa capacité de décision et le droit à décider. Qu'elle puisse suivre des études supérieures et obtenir un emploi. À travail égal, salaire égal. Que celles qui n'ont pas vocation à rester au foyer aient les mêmes facilités que les hommes pour rechercher et obtenir l'opportunité lui permettant d'atteindre sa libération économique...»

Depuis 1936 et *Mujeres libres*, la cause des femmes a largement progressé (encore heureux!) même si le chemin vers l'émancipation totale est encore long. Toutes ces conquêtes, c'est à des personnalités connues ou anonymes qu'on les doit, telle Concha Liaño. Comme on dit de l'autre côté des Pyrénées: «Que la terre te soit légère!»

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

Coup d'État militaire en Thaïlande



F. S.

DEPUIS OCTOBRE 2013, une coalition de «chemises jaunes» monarchistes et de «démocrates» si peu démocrates occupa la rue pour forcer à la démission le gouvernement élu en 2011 et sa première ministre, Yingluck Shinawatra de l'UDD (front uni pour la démocratie – décidément – et contre la corruption – une touche de cynisme?), autrement dit, les «chemises rouges». La situation étant bloquée, les élections boycottées par la coalition (comme quoi!), les leaders de ladite coalition ont plusieurs fois demandé l'intervention de l'armée, espérant que, comme par le passé, elle leur remettrait le pouvoir. Ces coups de force sont une habitude dans un royaume qui a subi pendant un demi-siècle la dictature de l'armée et dont les luttes entre factions rivales provoquaient en moyenne un coup d'État par an. Cette fois, l'armée a entendu l'appel mais rendra-t-elle le pouvoir?

En Thaïlande, quand on lave les «chemises»¹, rien n'empêche d'en mélanger les couleurs.

Bleues, rouges ou jaunes, cette année elles ont trempé jusqu'à la saison des pluies mais le résultat s'avéra désastreux : elles avaient pris une vilaine couleur kaki. Comme d'habitude, c'est toujours la population qui se fait repasser. En effet, depuis le 22 mai 2014, l'armée a procédé à un coup d'État et proclamé la loi martiale : couvre-feu nocturne, chaînes de télévision aux ordres, tentative (encore balbutiante) de contrôler internet², dissolution du sénat, rassemblements de plus de cinq personnes interdits, sans

oublier l'autorisation qu'ont les «forces de l'ordre» de procéder à des emprisonnements et à des tirs à vue sans autre forme de procès. Ce dernier point n'est pas qu'une hypothèse d'école puisqu'en 2010, dans des conditions à peu près semblables, quatre-vingts manifestants avaient trouvé la mort lors de confrontations avec la police.

«Get out», «No more coup», «We want democracy» («fichez le camp», «ça suffit le coup d'État», «nous voulons (le retour de) la démocratie»)

Mardi 27 mai, à l'heure où j'écris ces lignes, la ville présentait une apparence guère différente de l'habitude. Pourtant, cette situation plutôt calme se durcit progressivement et pourrait présenter rapidement un caractère brutal et répressif. Parmi les mesures prises dans le cadre de la loi martiale, l'emprisonnement de neuf des ministres du gouvernement déchu et celui de la première ministre. Des rassemblements aussitôt interdits ont suivi cette mesure. Un fait significatif puisque le coup d'État de 2006, décidé pour les mêmes raisons, n'avait donné lieu à aucun mouvement de protestation. Or, le week-end passé, quelques centaines de manifestants se sont retrouvés à certains endroits symboliques pour clamer leur opposition. Les militaires, à peine moins nombreux, bloquaient de nouveaux arrivants sur les hauteurs des coursives du métro aérien, afin de minimiser l'impact du mouvement et surtout d'empêcher une occupation durable des lieux. De nombreux visages étaient fermés et dans les voix perçaient

la colère ou la haine. Les slogans, présents également sur des pancartes, réclamaient tous la fin du coup d'État. En thaïlandais mais aussi en anglais à l'attention des médias étrangers dont ils espèrent que la présence infléchisse les décisions de l'armée et dans l'immédiat évite un bain de sang. Ce qui n'est sans doute pas inutile puisque, pour avoir participé à ces regroupements, plusieurs protestataires ont déjà été emprisonnés. Des véhicules blindés et des compagnies de soldats en armes patrouillent³; des postes de «sécurité», protégés par des sacs de sable, occupent des endroits stratégiques, même s'ils étaient installés avant le coup d'État. La tension monte, elle est palpable et révélatrice d'une division profonde, d'une lutte sans merci, existant depuis 2006. Même les relations personnelles en sont affectées; selon une connaissance, on ne peut plus «parler politique» entre des amis dont la couleur est différente. Les clivages paraissent être devenus irréductibles. Des villages du nord du pays font sécession («red shirt villages») et les «chemises jaunes» n'ont que mépris pour ces imbéciles, rustres et ignorants de «chemises rouges». Certains Thaïlandais n'excluent pas, à terme, une partition de ce pays (référence à la Corée), où les deux camps sont passés du stade d'adversaires à celui d'ennemis. Si l'on ajoute à cela la guérilla islamiste qui depuis une dizaine d'années sème la terreur à coups d'attentats meurtriers dans l'extrême sud du pays, on comprendra le sentiment d'insécurité qui s'installe dans la population. L'armée

maintiendra-t-elle par la force une unité et une stabilité qui, pour n'être plus guère que de façade, restent impératives pour que le patronat local et les entreprises étrangères préservent leurs intérêts. Au premier rang des secteurs sensibles figure le business du tourisme, élément prépondérant de l'économie thaïlandaise.

Le pays du sourire éclatant du capitalisme dérégulé

De façon un peu schématique, on peut noter que la composition des camps opposés s'effectue selon des critères de classe sociale tout en recoupant un zonage géographique. Le camp de la coalition «chemises jaunes» et «démocrates» recrute essentiellement ses partisans parmi les habitants du Sud qui sont souvent des paysans mais aussi dans la «classe moyenne» urbaine, le monde des affaires et celui des patrons. De l'autre côté, si des businessmen font partie des membres dirigeants des «chemises rouges», ce mouvement, majoritaire en nombre d'électeurs, bénéficie surtout du soutien de la partie rurale et prolétaire de la population du nord du pays. Attirés par la promesse de trouver un travail et d'avoir une vie meilleure, ils ont été nombreux à s'exiler pour une mégalopole où ils n'ont rencontré que des conditions sociales implacables, des inégalités de revenus incroyablement importantes et croissantes ainsi qu'un coût de la vie en constante augmentation. Les espoirs d'une vie plus facile sont loin et les migrants de l'intérieur, tout comme les travailleurs, clandestins ou non, du Laos, du Cambodge ou du Myanmar, grossissent les bidonvilles de Bangkok où ils connaissent misère et précarité.

La Thaïlande vivait sur quelques credo fondateurs qui ne sont pas loin de voler en éclats; l'absence de colonisation contrairement aux autres pays d'Asie, l'unité derrière la monarchie, le drapeau, un pays fort dans lequel les différentes pratiques religieuses et les classes sociales (un gros mot) cohabitaient dans l'harmonie et en bonne intelligence. Ces éléments ont produit un sentiment nationaliste fort et tirant vers la xénophobie; en effet, les (travailleurs) étrangers s'attirent un mépris très répandu parmi la population. Aujourd'hui, tout bascule et amène, là encore, à la naissance d'un sentiment d'insécurité. Pis que tout, même la monarchie qui jouait dans l'inconscient collectif un rôle (illusoire) de protecteur et de garant de la stabilité n'assume plus vraiment cette fonction.

La crise de succession dynastique, un élément tabou mais pourtant déterminant.

Le roi de Thaïlande, Bumiphol Adulyadej, apporte son appui aux militaires. Depuis 1946, ce monarque immensément riche use ses fonds de culotte sur le trône. Bien que n'exerçant aucun pouvoir réel, il bénéficie d'une forte popularité pour un rôle de stabilisateur et de dernier recours que la propagande met en avant depuis toutes ces années. Cela fait plusieurs années qu'il est très malade et sa mort devrait être proche. Sa succession est théoriquement

assurée par le prince, son fils; or, cette perspective donne lieu à une véritable crise de succession. Les soutiens du prince, au comportement jugé souvent étrange, se trouvent plutôt du côté des «chemises rouges» même si, en son temps, Thaksin, leur leader et fondateur, se serait d'ailleurs bien vu fonder une nouvelle dynastie (une des causes de sa destitution en 2006). L'armée, elle, mise sur la sœur du prince, tendance «bonnes œuvres et charité», voire sur le fils dudit prince. Au royaume du sourire pincé, il existe une loi sur le crime de lèse-majesté qui permet de condamner qui s'oppose ou se montre injurieux à l'égard du roi. Cela explique que cette crise de succession ne soit jamais évoquée qu'à voix très basse.

Si les élections servaient à quelque chose, on les interdirait (air connu)

Cette phrase pleine de bon sens, les leaders de l'armée et de la coalition ont dû la faire leur. En effet, alors que leurs adversaires «chemises rouges» gagnent toutes les élections¹ lorsque leur parti n'est pas interdit, quelques mois plus tard, l'armée en renverse le gouvernement dont les quelques réformes, aussi timides soient-elles, prises pour contenter leurs électeurs, ont été insupportables aux hommes d'affaires et patrons thaïlandais. Le salaire minimum journalier en vigueur dans sept provinces a été étendu à l'ensemble du royaume. Il est passé de 175 à 300 baths² par jour. Aussitôt, les sirènes ultranéolibérales ont annoncé la faillite de l'économie locale et des délocalisations inévitables vers des pays où les travailleurs sont encore plus mal lotis. Les mêmes esclavagistes³ avaient semblablement tempêté il y a une dizaine d'années. On avait osé limiter l'ouverture permanente des commerces, notamment des centres commerciaux (jour et nuit et tous les jours) pour la réduire à des horaires un peu plus décents. Annoncée par les mêmes, la désaffection des touristes qui ne manquerait pas de survenir ne s'est évidemment jamais produite. Au contraire, même si les deux éléments ne sont pas liés. Si ces maigres avancées se poursuivaient, avec un peu de persévérance et de bonne volonté et grâce à Hollande et à son «pacte de compétitivité», les travailleurs français pourraient tailler des croupières délocalisatrices aux entreprises.

Ici comme ailleurs, occuper le pouvoir permet d'avoir accès à des privilèges non négligeables, et ce quel que soit le camp. Des avantages sonnants et réverbérants qui se nomment corruption, népotisme, ententes illicites. C'est ainsi que, dans un passé proche, ont été confisqués au profit d'un clan ou d'un autre, une compagnie pétrolière, la réalisation de grands travaux, une entreprise de téléphonie, des médias... Un peu plus pour tel parti, un peu moins pour l'autre (militaires compris) mais dans chaque camp on a ainsi bâti des fortunes conséquentes. Cela peut aider à comprendre la raison de l'âpreté des luttes, le camp qui n'occupe pas le pouvoir connaissant un véritable manque à gagner, voire pouvant être traduit en justice. Et c'est pour être certaine de confisquer le pouvoir à son profit

exclusif que la coalition «chemises jaunes» et «démocrates» se montre depuis longtemps favorable à un scrutin censitaire. Ces derniers temps, elle proposa une révision (un tripatouillage) de la constitution et la constitution d'un aréopage de «sages et d'experts» pour conduire le pays, le temps de remettre les clefs du pouvoir à ses détenteurs légitimes, à savoir les représentants des classes «éduquées» et fortunées. La populace passera son chemin.

À la télévision, un supporter «chemise jaune», donc a priori dans le camp des vainqueurs, déclarait écoeuré qu'autant de jours d'occupation et de manifestations pour voir sa parole confisquée, c'était une pilule bien dure à avaler. En revanche, d'autres et du même parti, approuvent le bien-fondé de ce coup d'État. C'est la moins mauvaise chose qui pouvait arriver, déclarent-ils, sous-entendu par rapport à la continuation du «thaksicism», le régime des «chemises rouges» qu'ils accusent, à juste titre, de vouloir mettre le pays en coupe réglée. Il s'agit bien d'un combat acharné, aucun des clans n'ayant comme objectif que son propre intérêt. Une fois de plus, pour avoir écouté, obéi et désigné ses leaders et ses maîtres, et repris leur discours, la population se retrouvera cocue.

Dernière minute: le Bangkok post annonce dans son édition du mercredi 29 mai la remise en liberté des dirigeants de l'UDD (les «chemises rouges») sous réserve qu'ils ne participent pas aux regroupements politiques. L'ex-première ministre n'aurait, quant à elle, annoncé l'armée, été détenue qu'une seule journée; elle est libre de ses déplacements mais n'a pas le droit de quitter le pays. Une mesure vraisemblablement prise par les putschistes pour faire tomber la pression et permettre de réformer plus facilement la constitution.

F. S.

1. La couleur de ces «chemises» qu'on porte sur soi marque l'appartenance à un camp, à une famille politique.

2. Le 28 mai, Facebook a été inaccessible pendant une heure ou deux. Le porte-parole de l'armée annonça une panne technique, les opposants crièrent à la censure. Question (perfidie): comment ce pays où plus encore qu'en France on est «accro» aux écrans a-t-il réussi à survivre?

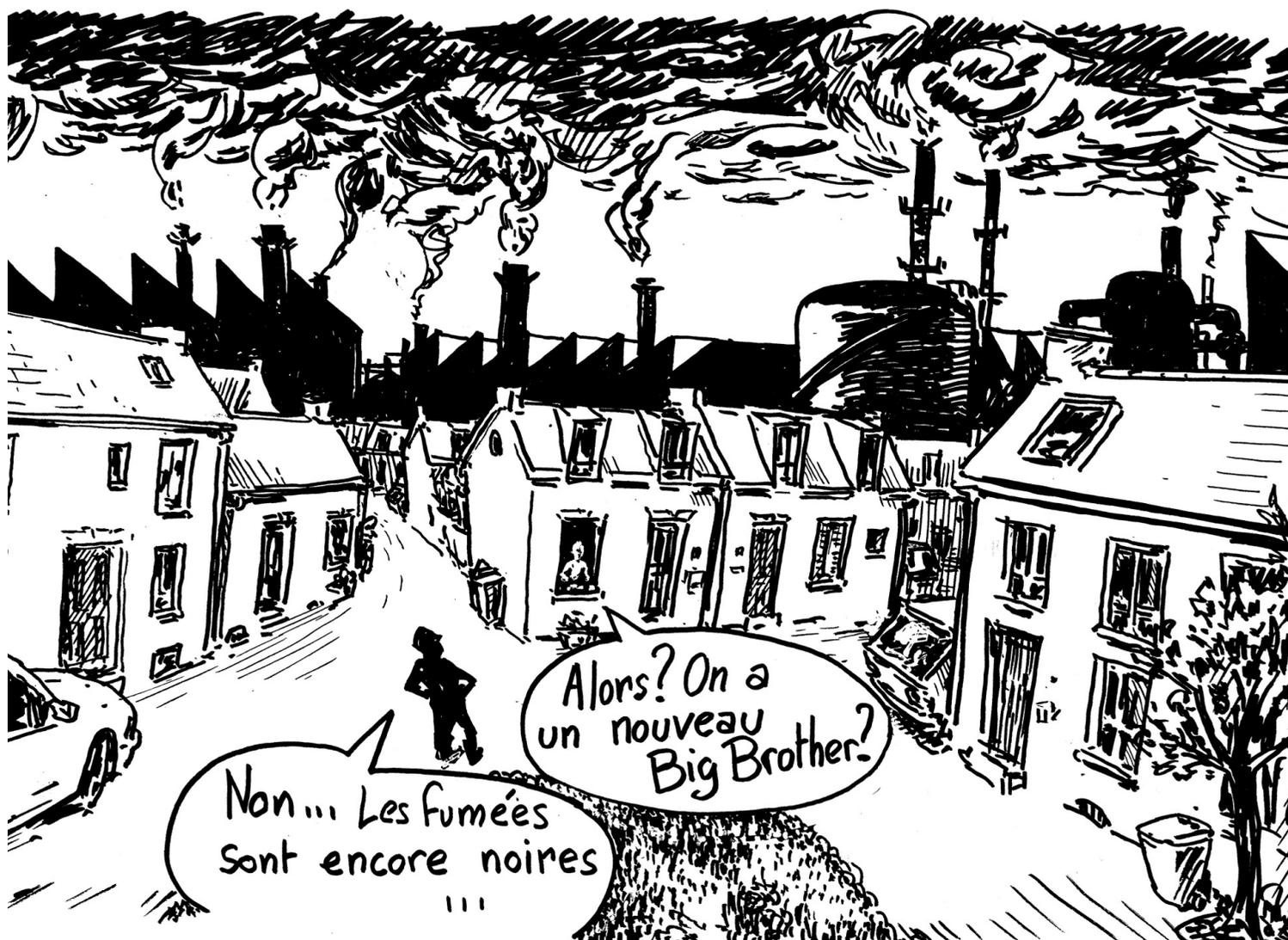
3. Ils sont plus nombreux que ceux qu'on subit dans les gares parisiennes et certains lieux publics.

4. L'immense fortune de Thaksin, leur leader en exil, une sorte de Berlusconi, n'y est sans doute pas étrangère. On a beau être loin de Corbeil-Essonnes...

5. Pour convertir en euros, divisez par 44,4. 300 baths donnent 6,75 € par jour. (soit à peu près comme en Chine, lorsque c'est appliqué).

6. Esclavagistes s'entend également au sens propre. Des journaux locaux reconnaissent que la Thaïlande devrait s'attaquer au problème récurrent et endémique de l'esclavage.

« Au futur ou au passé, vers un temps où la pensée est libre¹ »



Alexis

Groupe Orwell de Martigues
de la Fédération anarchiste

EN 1945, déclinant une invitation de la duchesse d'Atholl, George Orwell écrit : « Je ne peux m'associer à une organisation essentiellement conservatrice qui prétend défendre la démocratie en Europe mais ne trouve rien à dire sur l'impérialisme britannique. On ne peut selon moi dénoncer les crimes aujourd'hui commis en Pologne, en Yougoslavie, etc., sans exiger avec la même insistance la fin de la domination que la Grande-Bretagne impose à l'Inde. J'appartiens à la gauche et c'est en son sein que je dois travailler, quelle que soit ma haine du totalitarisme russe et de son influence pernicieuse dans notre pays.² » Que signifiait

appartenir à la gauche pour Orwell? Double pensée? Novlangue? Vue l'importance du langage pour l'auteur de 1984, il n'affirmait probablement pas cela à la légère. Mais peu importe selon José Ardillo qui, après avoir souligné les traits les plus conservateurs d'Orwell, estime que l'essentiel réside dans sa critique de la modernité³. Michéa se réfère beaucoup à Orwell. L'article que commente José Ardillo concluait sur les différences entre les deux⁴. Je ne suis pas particulièrement attaché au clivage droite-

gauche et je porte intérêt à tout ce qui peut le questionner. Néanmoins, à la différence de Michéa, Orwell se situe dans cette grille, il ne la récuse pas. Il l'utilise même pour dénoncer les crimes staliniens : « le paradoxe que très peu d'observateurs hors d'Espagne ont pour le moment perçu, c'est que les communistes se trouvaient les plus à droite de tous et étaient plus désireux que les libéraux eux-mêmes d'abattre les révolutionnaires et de proscrire leurs idées.⁵ » Il débarque en Espagne avec une autorisation de l'Independent Labour Party, pas précisément à droite. Il



rejoint logiquement le POUM, parti droitier comme on sait depuis la propagande stalinienne. Il précise que, s'il avait été plus au fait des forces en présence, il aurait sans doute gagné les rangs anarchistes⁶.

L'extrême droite peut bien se revendiquer d'Orwell, il n'est plus là pour démentir. Les néofascistes mentent, rien de surprenant. Michéa est encore vivant et, même si le contexte est fort différent, lorsqu'on l'interroge sur ce sujet, il ne répond pas clairement : une divergence majeure pour une pensée juste. Le relativisme politique peut déboucher sur des utilisations gênantes a fortiori lorsqu'elles ne sont pas dénoncées. Mon souci n'est pas de « serrer les lignes » à gauche face à une extrême droite qui, même si elle ne gouverne pas nationalement, le fait dans une certaine mesure par procuration.

Le problème n'est pas de critiquer la gauche, les libertaires l'ont toujours fait. Le problème est d'ignorer les responsabilités de l'extrême droite et de se laver les mains de toute récupération. Face aux interprétations de droite de 1984, Orwell explique ses intentions : « Mon roman N'EST PAS une attaque contre le socialisme ou contre le Parti travailliste anglais (que je soutiens personnellement) ; il veut seulement montrer les perversions auxquelles une économie centralisée est exposée, et qui ont déjà été partiellement réalisées dans le communisme et le fascisme. » Hormis son engagement en Espagne, Orwell a beaucoup écrit sur le fascisme, contrairement à Michéa. Son analyse évolue. Après l'Espagne, échaudé par l'antifascisme stalinien qui mena à l'enterrement de la révolution, il émet des idées pacifistes pensant que se profile une guerre impérialiste : fascisme et

capitalisme sont une même chose. Mais à la suite du pacte germano-soviétique et presque convaincu que le fascisme pourrait gagner l'Angleterre, il devient belliciste. Il explique notamment son changement de position par son éducation patriotique. Orwell est très attaché à la culture de son pays. Rien de réactionnaire. Car à partir de cette singularité, depuis sa caractérisation sociale et culturelle, il s'ouvre et comprend l'autre : les chemineaux, les ouvriers, les autres nations. Son engagement dans la guerre contre les nazis prolonge son combat en Espagne. Ce doit être une guerre populaire conduisant à une révolution sociale anglaise. Orwell pense désormais que le fascisme n'est pas une forme de capitalisme mais « une perversion du socialisme ».

Dans une lettre en réponse à Dwight MacDonald, Orwell explique que *La Ferme des animaux* lui a été inspirée par les traditions anarchistes et trotskistes comme une satire de la révolution russe : « Je voulais montrer que cette sorte de révolution (une révolution violente menée comme une conspiration par des gens qui n'ont pas conscience d'être ivres de pouvoir) ne peut conduire qu'à un changement de maîtres. La morale selon moi est que les révolutions ne sont une amélioration radicale que si les masses sont vigilantes et savent comment virer leurs chefs dès que ceux-ci ont fait le boulot. Le tournant du récit, c'est le moment où les cochons gardent pour eux le lait et les pommes (Kronstadt). Si les autres animaux avaient eu alors la bonne idée d'y mettre le holà, tout se serait bien passé. Si les gens pensent que je défends le statu quo, c'est par ce qu'ils sont devenus pessimistes et qu'ils admettent à l'avance que la seule alternative est entre la dictature et le laissez-faire capitaliste. Dans le cas des trotskistes s'ajoute une complication particulière : ils assument la responsabilité de ce qui s'est passé en URSS jusqu'en 1926 environ, et ils doivent faire l'hypothèse qu'une dégénérescence soudaine a eu lieu à partir de cette date. Je pense au contraire que le processus tout entier pouvait être prédit — et il a été prédit par un petit nombre de gens, Bertrand Russel par exemple — à partir de la nature même du parti bolchevique. J'ai simplement essayé de dire : "Vous ne pouvez pas avoir une révolution si vous ne la faites pas pour votre propre compte ; une dictature bienveillante, ça n'existe pas." ⁷ »

Le Quai de Wigan attaque le progressisme pour son échec face au fascisme. Si l'idéologie de progrès est questionnée — il se fait, selon son expression, « l'avocat du diable » — c'est au nom d'un socialisme qui serait capable de rallier classe ouvrière et classe moyenne. Dans ce livre, figurent les impertinents sarcasmes sur les « porteurs de sandales », « nudistes » ou autres « buveurs de jus de fruit ». Il y a parfois chez Orwell une sorte de boy-scoutisme un peu coincé aussi touchant que celui d'un vieil oncle. Mais pour l'écrivain anglais, une révolution ne saurait faire complètement table rase sauf à installer un système totalitaire : « Toute opinion révolutionnaire tire une partie de sa force de la secrète conviction que rien ne saurait être changé. » Le totalitarisme puise sa source dans l'intention de créer un homme

nouveau, dans le rejet du passé, des traditions populaires et démocratiques. Le progrès néglige la connaissance de l'homme, de ses besoins, de son expression, de sa conscience : « L'homme a besoin de chaleur, de vie sociale, de loisirs, de confort et de sécurité : il a aussi besoin de solitude, de travail créatif et du sens du merveilleux. S'il en prenait conscience, il pourrait utiliser avec discernement les produits de la science et de l'industrie, en leur appliquant à tous le même critère : cela me rend-il plus humain ou moins humain ? »⁸

La critique de la modernité d'Orwell se fait au nom des libertés. Il espère une révolution socialiste mais il craint la destruction de l'homme libre. Son rejet du totalitarisme, son goût du concret, son style font qu'il n'est pas enclin à proposer un système vraiment cohérent. Bien que passionné par la lutte de classes, il estime que les vertus de la vie ordinaire sont au fond plus importantes que la politique. Les valeurs de l'individu et au-delà les valeurs communes à l'ensemble d'une collectivité devraient toujours être préférées à l'idéologie abstraite qui est le fait d'intellectuels haineux, doctrinaires et souhaitant la révolution pour assouvir leur propre soif de pouvoir. Ce rejet des intellectuels émis par un intellectuel doit, à mon sens, être compris comme une volonté – profondément anarchiste – de ne pas séparer la tête du corps, de mettre fin à la division des tâches, d'abolir le système de classe qui cloisonne si fortement la société anglaise. Conscient qu'il ne pourra jamais s'en départir, il essaie malgré tout de lutter contre ses préjugés bourgeois dans son propre vécu. Analysant les phénomènes révolutionnaires, il déplore que « ce qui ne se réalise jamais, c'est l'égalité. La grande masse des gens n'a jamais l'occasion de mettre son honnêteté foncière au service de la gestion des affaires, de sorte qu'on arrive presque à conclure cyniquement que les hommes ne sont honnêtes que lorsqu'ils n'exercent aucun pouvoir ». Mais il précise : « Mon principal motif d'espoir pour l'avenir tient au fait que les gens ordinaires sont toujours restés fidèles à leur code moral. »⁹

Dans sa biographie, Bernard Crick qualifie les rapports de l'écrivain avec l'anarchisme de « curieux » et teintés « d'une certaine ambivalence ». Il avait de nombreux amis parmi les anarchistes anglais. Il donna des articles pour des revues telles que *Freedom* ou *Now*. Quand les anarchistes furent attaqués, il leur apporta un soutien sans ambiguïté. Ce sont ces derniers qui, en Espagne, lui ont donné la conviction que le socialisme dans la justice et la liberté est possible. Il prit en sa jeunesse une posture d'anarchiste conservateur : refus de toute autorité mais conservation de ses préjugés bourgeois. Quand, par la suite, il essaie de transgresser les barrières de classes et se range du côté socialiste, il émet des réserves. Il qualifie l'anarchisme de « billevesées sentimentales » et interroge son rapport à la violence. Il sous-entend que dans une société anarchiste, en l'absence d'« un sévère code criminel qui doit impi-

toyablement être appliqué », rien ne protégerait « les gens pacifiques de la violence ». Mais il s'oppose aussi au pacifisme exprimé par certains anarchistes durant la Seconde Guerre mondiale. Selon Orwell « ce qui est réellement déterminant, c'est moins la violence ou la non-violence que le fait d'aspirer ou non à exercer un pouvoir »¹⁰. Il estime qu'il y a dans l'anarchisme un aspect totalitaire sous-jacent voire même qu'il s'agit d'un stade supérieur de totalitarisme : celui d'une société dans laquelle toute police est devenue inutile. L'individu gouverné par l'amour ou la raison est soumis à des pressions visant à le faire agir et penser exactement comme tous les autres. Une société anarchiste serait le triomphe du conformisme. L'autorité n'étant que la résultante de l'opinion publique, il deviendrait quasiment impossible de s'y opposer. Réfléchissant sur l'organisation et l'anarchisme, il estime qu'« à moins d'un soudain changement dans la nature humaine, on ne voit pas ce qui permettrait de concilier la liberté et l'efficacité »¹¹. Une société libertaire impliquerait simplicité et relativisation du modernisme.

Orwell n'était pas anarchiste. On ne peut pas non plus le qualifier de trotskiste. Mais il est indéniable que sa vision des choses possède une forte dimension libertaire. Orwell écrira : « La vraie distinction n'est pas entre conservateurs et révolutionnaires mais entre les partisans de l'autorité et les partisans de la liberté. » Si pour Orwell, les droits humains conquis à travers la démocratie représentative sont à préserver, celle-ci n'en constitue pas moins un leurre. En 1941, dans son essai *Fascisme et démocratie* publié dans *The Left News*, il dit : « Une fois tous les cinq ans, l'ouvrier peut avoir la chance de voter pour son parti favori, mais, le reste du temps, c'est son employeur qui décide à peu près de tous les aspects de sa vie. Et dans les faits, on lui dicte aussi sa vie politique. [...] Mais ce qu'il y a de plus important, c'est que presque toute la vie culturelle et intellectuelle de la communauté – journaux, livres, éducation, films, radio – est contrôlée par des nantis qui ont toutes les raisons d'empêcher la diffusion de certaines idées. Le citoyen d'un pays démocratique est « conditionné » dès sa naissance, de manière moins rigoureuse certes, mais non moins efficace, qu'il le serait dans un État totalitaire. »

Le défi de l'anarchisme est d'arriver à trouver un équilibre entre égalité et liberté, entre individu et groupe, entre libertés individuelles et libertés collectives. Une tension qui n'est pas si éloignée du socialisme dont il se réclamait. Nous regardons avec lucidité la complexité d'Orwell et de son œuvre. Nous pensons qu'elle peut apporter beaucoup à l'anarchisme plus qu'à tout autre projet de société. C'est notre parti pris. Nous ne souhaitons pas canoniser Orwell. Il n'appartient à personne. Nous ne voulons pas nous « approprier » un auteur qui se méfiait des abstractions et qui comme toute personne honnête et éprise de vérité s'est contredit et a changé d'avis. Certaines des opinions d'Orwell sont rétrogrades. Mais à la limite on peut en dire autant de

Proudhon. Au nom de quel impératif devrions-nous souscrire sans réserve à la totalité de ses positions ? Orwell n'est pas notre saint patron. L'envisager sous le seul angle de sa critique du progrès n'implique pas plus de l'assumer dans son ensemble que d'en faire une lecture soi-disant « gauchiste ». Nous ne sommes pas gauchistes. Nous sommes anarchistes. À Martigues, les communistes gouvernent depuis plus de cinquante ans. Cette ville ouvrière est marquée par l'emprise industrielle – de nombreuses unités pétrochimiques et sidérurgiques ceinturent, polluent et font vivre la ville. On comprendra donc peut-être pourquoi le grand écrivain anglais nous tient ici bonne compagnie. Sa conception d'une vie libre et juste est au cœur de ses engagements et de son œuvre plus que sa critique de la modernité qui, bien qu'incontournable, n'en est vraisemblablement qu'une conséquence. C'est en anarchistes que nous nous intéressons à Orwell. Bien d'autres lectures peuvent être faites de lui, mais, pour être francs, elles ne nous semblent pas aussi créatrices.

A.

1. 1984

2. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 4

3. « Le problème Orwell », *Le Monde libertaire* n° 1738

4. L'article auquel répond José Ardillo ne traitait pas d'Orwell directement et n'avait pas pour but de présenter l'écrivain dans ses nuances.

5. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 1, p. 360

6. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 1, p. 366

7. John Newsinger, « La politique selon Orwell », *Agone*, 2006, p. 206. Les œuvres complètes d'Orwell n'ont pas encore été publiées en français.

8. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 4, p. 104

9. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 1, p. 424

10. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 4, p. 363

11. Orwell, *Essais, articles, lettres*, t. 4, p. 65



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Le premier tournoi de **football** à la mémoire d'Agustín Rueda

Nous poursuivons la publication de textes relatifs à la thématique « Sport et anarchie », complétant ainsi le dernier numéro du *Monde libertaire* hebdo (n° 1742), ainsi que le Hors-série (n°55H) en vente actuellement en kiosque et à notre librairie (145, rue Amelot 75011 -Paris). Cette semaine Wally Rosell revient sur la figure d'Agustín Rueda, militant libertaire, et sur son action par le biais de la culture et du football populaire, opposé au football élitiste.

Wally Rosell

Groupe Louise-Michel de
la Fédération anarchiste

AGUSTÍN RUEDA peut être considéré comme une des dernières victimes du franquisme : Torturé à mort par la police dans la prison de Carabanchel (Madrid), il décède le 14 mars 1978. Aujourd'hui son village retrouve la mémoire.

Fils de mineur, il naît (en 1952) à Sallent dans la région de Huesca. À la fin de l'école primaire, Agustín travaille comme mécanicien dans un garage, puis une fabrique de textile et – en 1971- dans la compagnie minière de Sallent. En février 1972, il est licencié pour avoir participé activement à la grève des mineurs de sa ville. C'est à cette époque qu'il rejoint la CNT. Au chômage forcé (personne ne veut l'employer), il crée un club pour les jeunes de sa ville. Son objectif est de continuer son action politique et sociale à travers la culture et le football (son activité préférée comme pour les jeunes des quartiers populaires). Avec cette association, il mène des actions dans son quartier, organise des concerts, des conférences ou des tournois de

foot sur des bases non élitistes et libertaires. Véritablement expulsé de la région par les autorités locales, le club sera interdit par la double action de la Guardia Civil et des élus locaux. Il rejoint Barcelone, et reprend rapidement des activités militantes. Agustín Rueda aide des déserteurs et insoumis à passer en France. Blacklisté aussi en Catalogne, il est obligé de s'exiler dans la région de Perpignan. A. Rueda rejoint les militants libertaires espagnols en exil. Il continue son action militante au sein de divers groupes libertaires et traverse plusieurs fois les Pyrénées clandestinement.

Après la mort de Franco, il retourne à Barcelone. Il est arrêté, début 1978, au prétexte qu'il appartiendrait à un groupe autonome «terroriste». Agustín Rueda est embastillé à Barcelone, puis rapidement transféré à la prison de Gérone, au sein de laquelle il anime le COPEL (coordination des prisonniers espagnols en lutte). La justice l'envoie à la prison madrilène de Carabanchel (de triste réputation), Agustín – au sein du COPEL- lutte

à la fois pour la libération des prisonniers issus de la période franquiste et développe à l'intérieur des prisons les luttes sociales qui agitent l'Espagne à l'extérieur. Début mars, un tunnel (d'évasion) est découvert. Le 13 mars, il est «interrogé» par la police au sein de la prison (en présence de deux médecins). Agustín meurt le 14 après avoir subi des sévices de toutes sortes. Malgré les demandes de sa sœur et de ses avocats, son corps sera immédiatement soustrait aux demandes d'autopsie.

1978 en Espagne, c'est la transition «démocratique». TOUS les partis et syndicats ont conclu un accord : le pacte de la Moncloa ! On efface tout depuis 1936 et surtout, «on» se partage le gâteau économique et financier issu de la future intégration du pays à l'Union européenne. C'était sans compter sur les libertaires, les Basques et surtout le peuple espagnol qui avait soif de justice sociale et de liberté. Dès lors, les meetings de la CNT réunissent des milliers de personnes. Les liber-

DISSABTE 29 JUNY · SALLENT
1R TORNEIG
MEMORIAL
AGUSTÍN RUEDA



10:00H PAVELLÓ AGUSTÍN RUEDA
INAUGURACIÓ DEL TORNEIG AMB ELS EQUIPS
FC SANKT PAULI FANCLUB CATALUNYA
FUTBOL PUNK TRINXATS/ES
DYNAMO ERT i MAQUI FC

15:00H DINAR COL·LECTIU

17:30H ATENEU POPULAR ROCAUS
HOMENATGE A L'AGUSTÍN RUEDA

18:00H ATENEU POPULAR ROCAUS
XERRADA "EL ST. PAULI vs EL FUTBOL MODERN"

20:00H INAUGURACIÓ
PLACA EN RECORD A L'AGUSTÍN RUEDA

21:00H LOCAL MUNICIPAL DE CONTRAMESTRES
SOPAR POPULAR

22:30H LOCAL MUNICIPAL DE CONTRAMESTRES
FESTA AMB L'ACTUACIÓ D'INSERSHOW · 5 euros

"CONTRA EL FUTBOL D'ELIT, COMPARTEIX LA PILOTA"

"El fútbol es un deporte y parte en varias direcciones positivas, nos sirve como ejercicio físico que mantiene y potencia la salud, regulando a nivel científico como complemento de las necesidades elementales de un desarrollo biológico sano. Nos alejamos del espectáculo en la acepción burguesa y colocamos su práctica en un equipo colectivo que tenga como base la creatividad, el dominio del movimiento, el tiempo y el espacio en el terreno de juego, dando a los criterios en torno a como debe desarrollarse el deporte-juego-fútbol plena libertad y sin tener en cuenta el resultado del marcador, sino el esfuerzo del colectivo que debe traducirse en una labor potente y de dominio de los factores enumerados. Sus resultados son creerse en voluntad y trabajo para la superación individual y colectiva, disfrutar del juego y crecer sanos, desechando cada vez mas el horizonte de los goles, la clasificación y los triunfos, y apartarlo de la práctica de unas minorías; que sea el pueblo quien lo practique, tenga cualidades o no." Agustín Rueda



taires mènent (et gagnent) les combats sociaux dans les grandes entreprises et les centres urbains. Dans de nombreuses grandes entreprises, la CNT gagne les premières élections syndicales libres. Le pouvoir et la gauche prennent peur. Il se met en œuvre alors une stratégie de provocation violente afin de justifier la répression, la stigmatisation du mouvement libertaire et tous ceux qui refusent les règles du libéralisme économique et politique. L'affaire la plus emblématique de cette période (en dehors de l'assassinat d'Agustín) est l'attentat de la salle de spectacles la Scala (février 1978) ou encore l'emprisonnement (pour terrorisme) des camarades de la CNT de chez «Michelin» à Vitoria (1980).

En 1978, tout est permis aux forces de répression issues du franquisme car le «délit» de torture n'est pas reconnu par l'Espagne post-franquiste. Il fallut de nombreuses actions, pour que les plaintes déposées contre le directeur de la prison, les deux médecins et les policiers responsables de la mort d'A. Rueda soient prises en compte... en 1988.

Aujourd'hui la lutte pour la réhabilitation des hommes et des femmes qui combattirent le régime de Franco (même après sa mort) n'est pas finie. C'est un axe de lutte important pour tous les anarchistes d'Espagne. Le 19 juin 2013, le comité de soutien à Agustín à donc initié le premier tournoi de foot à sa mémoire et afin de continuer l'œuvre qu'il impulsa dans les années 1970 : l'action sociale à travers le foot, la musique et les débats.

W.R.

«Contre le foot élitiste, partageons le ballon.»

«Le football est un sport présentant plusieurs aspects positifs, il nous sert comme exercice physique qui maintient et renforce la santé, et qui d'un point de vue scientifique régule et complète les nécessités élémentaires à un développement biologique sain.

Nous nous éloignons du (foot) spectacle au sens bourgeois du terme, et nous confions sa pratique à une équipe collective qui ait comme base la créativité, la maîtrise du mouvement, du temps et de l'espace sur le

terrain de jeu, donnant aux critères en question la marche à suivre pour le déroulement du sport-jeu-football en toute liberté, sans tenir compte du résultat au tableau d'affichage mais de l'effort collectif qui doit se traduire par un travail soutenu et maîtrisé sur les éléments cités.

Le résultat recherché est d'accroître volonté et travail en vue du dépassement individuel et collectif, de profiter du jeu, et de se développer de manière saine

repoussant un peu plus chaque fois l'objectif des buts, du classement, des triomphes, et s'éloigner ainsi de la pratique d'une minorité : il faut que ce soit le peuple, avec ou sans qualité, qui le pratique (le football). »

Agustín Rueda

Aymare ou l'Espagne libertaire dans le Lot

« **PARTANT DE NOTRE IDÉAL ANARCHISTE**, nous déclarons : que tous les membres de cette coopérative de production, enfants, femmes, hommes et vieillards, jouiront d'une égalité de conditions morales et matérielles » Ainsi est rédigé le 18 septembre 1948, le premier article des statuts de la colonie libertaire d'Aymare dans le Lot.

L'histoire de cette collectivité qui s'étend entre 1939 et 1967 était peu à peu tombée dans l'oubli, il revient à Olivier Hiard de nous la remettre en mémoire dans le livre qui vient paraître aux Éditions libertaires : *Aymare, Une collectivité anarcho-syndicaliste espagnole dans le Lot*. Un livre référence, illustré, et particulièrement documenté.

L'histoire débute sur les ruines encore fumantes de la guerre civile. Dès février 1939, le Mouvement libertaire espagnol cherche des solutions pour sortir ses membres des sinistres camps de rétention qui fleurissent dans le sud de la France. Acheter des fermes et créer de véritables contrats de travail pour des exilés est la piste envisagée à Aymare.

La propriété se compose d'une imposante demeure du XVII^e siècle, presque un château, d'une bergerie, et de 120 hectares de bois. Fin juillet 1939, venant du Barcarès et du Vernet, les premiers réfugiés arrivent sur place. Il s'agit de défricher, de s'installer dans des conditions difficiles et sous la surveillance attentive de l'État français.

Durant la guerre, peu de terres sont exploitées, on est dans une économie de survie à la merci de l'occupant, mais fin 1944, au moment où renaît pour les Espagnols l'espoir de renverser Franco, la CNT revient aux commandes de la colonie d'Aymare. Il s'agit d'en faire un lieu de refuge pour les mutilés et les anciens de la guerre. Les conditions sont spartiates et en 1947 seule une vingtaine de personnes vit sur le site. On élève quelques animaux, on cultive quelques arpents, mais la colonie est loin d'être autosuffisante. Elle ne le sera d'ailleurs jamais.

C'est seulement à partir de 1948

qu'Aymare va devenir un symbole du Mouvement libertaire espagnol. À l'initiative d'un nouveau venu, Vicente Sanchez, des terres sont défrichées, ensemencées, cultivées. De véritables statuts organisent la vie à Aymare. Les responsabilités sont assumées de façon collective. Personne ne touche de salaire et la colonie doit subvenir aux besoins des mutilés et malades qu'elle héberge. Olivier Hiard l'écrit : une colonie libertaire et solidaire.

C'est le début d'un âge d'or qui va durer quelques années, constructions, mises en culture, pavillon moderne, irrigation. Grâce à un travail incessant et à la solidarité internationale, le domaine va prospérer. Entre 25 et 30 personnes dans la collectivité. La production augmente, plusieurs centaines d'animaux. On cultive le tabac, les pommes de terre, divers légumes.

L'été, des volontaires viennent de partout donner sur leurs vacances des jours de travail. On assiste aussi entre 1952 et 1955 à des concentrations des jeunesses libertaires qui compteront jusqu'à 1 000 participants. La vie collective s'ouvre à la culture, au théâtre, au cinéma, aux conférences politiques.

Cette époque dorée où les difficultés, la pauvreté s'effacent devant le bonheur de vivre ensemble, ne va pas durer et à partir de 1955, Aymare va vivre un long déclin à l'image du Mouvement libertaire. Mauvaises récoltes, mauvais investissements, tensions au sein de la CNT sur le financement d'Aymare. Peu à peu le lieu va se vider, longue agonie qui aboutira à la vente du domaine en 1967.

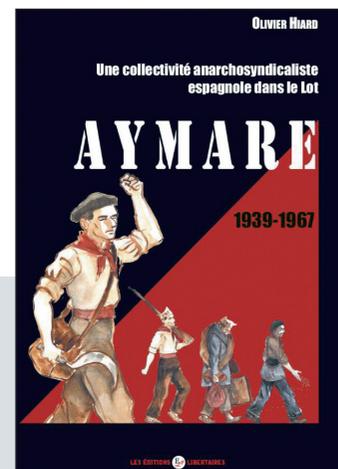
On ne peut refermer ce livre qui raconte par le détail les multiples péripéties de cette expérience anarchiste sans un certain sentiment de tristesse. Aymare comme d'autres collectivités et communautés n'aura duré qu'un court moment à l'échelle du siècle.

On a oublié l'histoire. L'endroit est devenu un très beau gîte de vacances, piscine et grand luxe au cœur du pays bourian. Il y a des prai-

ries où se trouvaient les cultures, et les grands bois entourent toujours la propriété.

J'imagine que l'été, vers les cinq heures du soir que chantent les poètes, on doit entendre résonner les rires et les notes, l'accent du sud de pauvres gens chassés d'Espagne et qui rêveraient de reconstruire dans le Lot leur idéal libertaire.

Thierry Guilabert



Olivier Hiard, *Aymare, une collectivité anarcho-syndicaliste espagnole dans le Lot 1939 – 1947*, 176 pages abondamment illustrées. Éditions libertaires. 13 euros

Censure militaire et policière en 14-18

MAURICE RAJSFUS nous prévient au début de son ouvrage : quelle est la pire hantise pour un militaire qui se respecte, sinon la propagande pacifiste et encore plus en période de guerre ? Celle-ci devient alors un crime de guerre. D'autant qu'en 1914, après la déclaration des hostilités, le Parti socialiste entre au gouvernement et les syndicats optent majoritairement pour signer l'Union sacrée. À partir de ce jour, ils pratiqueront l'autocensure dans leurs publications contre les auteurs réputés opposés à la guerre. Les minorités antimilitaristes auront beau jeu de se réunir par deux fois en Suisse durant la guerre, ils ne seront jamais entendus tellement la censure s'impose petit à petit sur l'ensemble de l'espace public. Le système répressif se met en place après la bataille de la Marne (6-13 septembre 1914), tandis qu'apparaissent les premières désertions, parmi lesquelles on compte des officiers. Les conseils de guerre ne vont plus désemplir. D'autant qu'après la vaine bataille de la Somme qui coûtera la vie à 136 000 soldats. On dénombre 21 000 déserteurs. Leur nombre atteindra des sommets au printemps 1917 après la terrible offensive du Chemin des Dames qui fera 110 000 victimes.

Mais les livres d'histoire parlent rarement de la révolte de Coevres qui vit défiler environ 2 000 hommes armés chantant l'Internationale et d'autres fraterniser sur le front avec les soldats allemands. Peu de traces dans les archives de la préfecture de police des brûlots, le plus souvent rédigés par les femmes, qui rendent compte de ces manifestations de révoltes contre une guerre dévastatrice qui ne veut pas finir. On peut cependant consulter la lettre rédigée par trois courageux parlementaires socialistes qui, passant outre à la censure et le devoir de réserve imposé par les institutions, dénoncent en juin 1916 « la boucherie, le carnage, le massacre, la tuerie, le grand abattoir, le charnier humain, le plus grand crime de tous les temps contre l'humanité ». En effet, durant toute la période des hostilités, les censeurs de

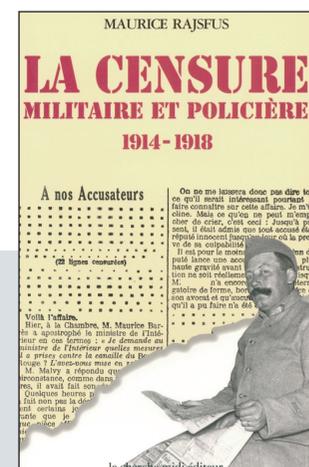
tout bord, militaires, préfets et leurs policiers vont s'activer sur trois thématiques : le non-respect de la morale, le pacifisme et le défaitisme. Jusqu'à la fin du conflit et encore un peu après, les policiers appliqueront une censure totale envers tous ceux qui osent formuler des propos hostiles à la guerre, mais également des allusions jugées trop « grivoises ». Une seconde armée est donc mobilisée : celle des censeurs. Ils sévissent dans la presse, s'immiscent dans les échanges de courriers, de télégrammes, afin de faire disparaître à coups de ciseaux les descriptions trop réalistes des conditions de survie des soldats dans les tranchées. Après la rouverture des théâtres, les spectacles subissent le même sort, idem pour le cinéma, les chansons populaires.

Ce système vient s'enrichir d'une spécialité bien française : celle de la délation. Les récalcitrants à la préparation de la « santé de la race future », une fois la guerre terminée, sont traqués et dénoncés par le bon peuple. Les prostituées en font également les frais. La police et l'armée musellent la presse, jusqu'au moindre entrefilet qui ne va pas dans le sens du discours cocardier officiel. Les zélés censeurs acquièrent petit à petit une grande liberté de mouvement et peuvent s'appuyer non seulement sur des consignes strictes, mais en rajoutent de leur propre initiative. Pour eux, les civils sont autant de pacifistes et donc d'ennemis potentiels. Puis, c'est l'église qui est appelée à la rescousse afin de ramener le laïque égaré vers les « bonnes valeurs » de la morale chrétienne : la résignation et l'obéissance aux lois. « Ainsi soit-il ! » Voilà qu'après les années qui ont séparé l'Église de l'État le sabre et le goupillon se retrouvent enfin ! L'ouvrage de Maurice Rajsfus, abondamment documenté, s'appuie sur les archives officielles, souvent des préfectures, puisque celles de l'armée sont classées « secret d'État ». Dans la première partie, il nous décrit le quotidien d'une presse sous tutelle, avec des anecdotes parfois touchant au surréalisme, la chasse au

subversif pouvant se cacher dans une publicité ou une petite annonce ! La deuxième partie raconte l'histoire de la parole confisquée, des atteintes aux libertés, la censure pratiquée sur les femmes pacifistes. Dans la troisième partie, Maurice nous fait découvrir les mécanismes d'une surveillance active sur le courrier. Enfin, la dernière nous éclaire sur la censure culturelle, maisons d'édition, spectacles, chansons de rue, dans le but d'éliminer toute expression antimilitariste, antinationale ou antipatriarcale... En 40 dans la France de Vichy, durant la guerre d'Algérie ou encore en Mai 68, les pères la censure des préfectures de l'Hexagone n'auront plus à se creuser le cerveau pour remettre en place la censure : tout étant parfaitement organisé dans ce programme très bien ficelé de leurs prédécesseurs et qui ne demande qu'à refleurir à chaque période propice...

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash de la Fédération anarchiste



Maurice Rajsfus, *La Censure militaire et policière 1914-1918*, éditions Recherche Midi, 19,50 euros



Jeudi 5 juin

10 h 00 > 12 h 00. **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité

20 h 30 > 22 h 30. **Jazzlib'.** Ce jeudi Jazzlib' vous fera découvrir ou redécouvrir un pianiste oublié et pourtant ô combien important. Ce sera le premier volet consacré à Bud Powell.

Vendredi 6 juin

09 h 30 > 11 h 00. **For a few sixties more**

14 h 30 > 16 h 00 ; **Les oreilles libres.** Musique Feromil, tout droit sortie des usines de Dunkerque, fait chanter le fer, à travers sa musique sidérurgique, sorte de transe post-industrielle. Il branche son détecteur de métaux sur effets, puis sur ampli basse, enfiler son masque à gaz... Émilien Leroy vient nous rendre visite pour une émission post-apocalyptique.

Samedi 7 juin

11 h 30 > 13 h 30. **Chronique syndicale.** Luites et actualités sociales

13 h 30 > 15 h 30 ; **Chroniques rebelles.** Débats dossiers et rencontres

Lundi 9 juin

11 h 00 > 13 h 00. **Lundi matin.** Infos et revue de presse

Mardi 10 juin

18 h 00 > 19 h 30. **Pas de Quartiers...** Génocide au Rwanda. Vingt ans déjà. François Graner a poursuivi ses investigations à la recherche des coupables ou des responsables dans son livre *Le sabre et la machette*. Il nous les livre en direct.

Mercredi 11 juin

10 h 30 > 12 h 00. **Blues en liberté**

18 h 30 > 20 h 30. **Femmes libres.** Stéphanie Kunert présentera son livre *Publicité, Genre et Stéréotypes* paru aux éditions Lussaud.

20 h 30 > 22 h 30. **Ras les murs.** Actualité des luttes des prisonniers qui s'organisent contre l'enfermement et pour l'amélioration des conditions de détention.



Disparition de Philippe Le Corre

militant anarcho-syndicaliste havrais



PHILIPPE LE CORRE est décédé le 15 mai emporté en moins d'un an par la maladie à l'âge de 55 ans. Jeune lycéen havrais, Philippe Le Corre fréquente le local anarchiste de la rue Jules-Tellier et rejoint le groupe Jules Durand de la Fédération anarchiste. Il fait ses premières armes militantes au printemps 1973 contre la loi Debré sur la réforme des sursis militaires qui déclencha une grève dans 70 % des lycées et mobilisa près de 500 000 lycéens dans les rues.

En 1979, une partie du groupe Jules Durand quitte la Fédération anarchiste et fonde autour de Maurice Laisant et Jean-Pierre Jacquinet une Union anarchiste qui reprendra le titre du *Libertaire*. Une autre partie du groupe, dont Philippe Le Corre et Philippe Richard, maintient un groupe FA au Havre, qui organisera les 29, 30 et 31 mai 1982 le 37^e congrès de la Fédération anarchiste et qui réunira près de 260 délégués.

Devenu infirmier psychiatrique au sein de l'hôpital du Havre, Philippe Le Corre monte en 1985 un syndicat CNT santé/social qui comprendra une vingtaine d'adhérents. Suite à l'incapacité de la CNT à développer une fédération nationale, Philippe Le Corre rejoint en 1988 le jeune syndicat MICT-CGT de l'hôpital créé un an plus tôt.

Au début des années quatre-vingt-dix, il deviendra secrétaire général de son syndicat puis quelques années plus tard cosecraire de l'union Santé départementale de la CGT de la Seine-Maritime, membre de la commission exécutive de l'union locale CGT du Havre, de la commission exécutive fédérale de l'UFMICT de la Fédération de la santé et de l'action sociale de la CGT, et enfin administrateur de la section havraise de la Mutuelle nationale des hospitaliers.

De 1997 à 2004, il réadhérera au groupe libertaire Jules Durand avant de rejoindre à nouveau la Fédération anarchiste en adhérant individuel puis au sein du groupe Zéro de conduite.

Aimant à se définir comme Breton havrais, Philippe Le Corre, fier de sa ville de naissance, terre de luttes ouvrières, marquées du sceau de l'anarcho-syndicalisme, n'a jamais caché ses convictions anarchistes et son appartenance au courant anarcho-syndicaliste.

Philippe était marié à Anne-Yvonne et avait deux enfants, Ronan et Iona.

Julien

Groupes de Rouen de la Fédération anarchiste

AGENDA

Samedi 14 juin

Rouen (76)

15 heures. Débat autour du livre *Premières Mesures révolutionnaires*.

Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Vendredi 20 juin

Paris (XI^e)

19h30. Projection débat avec l'émission de Radio libertaire L'Entonnoir. Le film: une émission d'*Apostrophes* (de Bernard Pivot), *Qui est fou?*, 1976, 1h09, avec Nicole Martin, ex-psychiatrisée, Gérard Hof, passé en conseil de discipline et radié, Roland Jaccard, journaliste, psychothérapeute, et Henri Baruk, psychiatre, professeur. Ce document porte un regard sur l'antipsychiatrie en France dans les années soixante-dix, période la plus florissante pour cette lutte.

Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 21 juin

Paris (XI^e)

16h30. Rencontre et débat avec Jean Rat pour son livre *La Monnaie de leur pièce. Pleins feux sur le capital et l'état* (Éditions libertaires). Entrée libre.

Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

7^{ème} festival du documentaire politique et social en Creuse

Organisé par : Emile a une vache, Creuse-Citron, Peuple et culture 19, Autour du 1^{er} mai, La loutre par les cornes.



BOBINES REBELLES

**13 et 14 juin 2014
à Royère-de-Vassivière**

**vendredi 13 à 21 h à l'Atelier
samedi 14 de 10 h à 24 h au Villard**

**Projections, débats, bar,
librairies, restauration ...
entrée à prix libre**

www.bobinesrebelles.org

IPNS



FEDERATION ★ ANARCHISTE
S'ORGANISER ET LUTTER

AGENDA

PHRÉNOLOGIE

UNE EXPOSITION DE JHANO

CHEZ FATALITAS
3 RUE EDOUARD VAILLANT, MONTREUIL

VERNISSAGE

MARDI

3 JUIN

À 19H

DU 3 AU 30

JUIN 2014

